LIGNE ROUGE

Ⓐ

nº 17

Communiqué des Cellules Communistes Combattantes de l'action contre le siège principal d'Intercom, 16 Quai des Usines,

« C'est cela le capitalisme de nos jours ! La guerre, la misère et l'oppression, qu'elles soient couvertes de l'étiquette de la démocratie bourgeoise ou de celle du nazisme, s'identifient avec le régime capitaliste lui-même ! »

« Travailleurs ! Travailleuses !

Le capitalisme n'a pu perpétrer ses crimes que grâce à la trahison des chefs socialistes. La IIème internationale s'est écroulée avant même que le premier coup de canon ait été tiré. Les bonzes socialistes se répartissent dans les deux camps impérialistes, les uns se rallient au national-socialisme, les autres ne jurent que par les démocraties des oligarchies financières de Londres ou de New-York ».

Le Drapeau Rouge, mai 1941

Travailleurs, Travailleuses, Camarades,

Les Cellules Communistes Combattantes sont fières de vous annoncer l'ouverture de la Campagne Karl Marx en ce début octobre 1985. Nous nous engageons, aujourd'hui, à la mener à son terme comme avant-garde politique de la lutte et dans la guerre des classes.

En ce même moment qui voit émerger une nouvelle offensive des révolutionnaires, la bourgeoisie et ses larbins sont lancés dans la grande mystification : les élections bourgeoises. Notre action et celles qui suivront n'en seront que plus justes en ce qu'elles briseront la quiétude de cette sinitre mascarade, de cette misérable farce, et qu'elles feront à nouveau résonner la voix des Communistes !

Notre voix est dans notre lutte, dans la pratique qui définit notre camp et celui de notre ennemi: classe contre classe ! Dans la pratique qui dresse les révolutionnaires contre l'ordre pourrissant des exploiteurs, dans le devenir de la classe ouvrière renversant le capitalisme ! Et il n'y a aucune place pour la collaboration électorale dans cette exigence.

Que ce soit le bouffon bouffi d'insolence et ivre de tempo ou les champions du socialisme qui s'occupent de fermer les usines, de nous jeter dans la misère, de piller le tiers-monde et d'accueillir les missiles US n'a aucune importance.

Quel que soit l'uniforme dont elle s'affuble, du parlement à la caserne, la dictature des exploiteurs est l'ennemie du prolétariat et cela ne peut pas nous tromper. Spontanément aujourd'hui, les travailleurs et travailleuses comprennent très bien cela. De récents sondages confirmaient que 50% des populations ne savent pas pour qui voter, ce qui indique parfaitement la méfiance complète que l'escroquerie électorale inspire. Le monde du travail n'oublie pas combien de fois il fut trompé par ses soi-disant « Partis » et il comprend que les élections bourgeoises ne soient que le partage du gateau sur son dos.

Les Cellules Communistes Combattantes lancent le mot d'ordre de refuser les élections, de voter blanc ou nul, de ne pas collaborer au fonctionnement du pouvoir bourgeois.

CONTRE LE CAPITALISME ET SA CRISE, LA GUERRE CIVILE !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION COMBATTANTE DES PROLÉTAIRES !
Organisons-nous et frappons sans relâche !
EN AVANT VERS LA RÉVOLUTION COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

**Cellules Communistes Combattantes
pour la construction de l'Organisation
Combattante des Prolétaires**

CAMPAGNE KARL MARX, COMMUNIQUE N°1

Aujourd'hui, 8 octobre 1985, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué et détruit le siège principal d'INTERCOM, 16 quai des Usines, à Bruxelles. Cette action, portée contre le rackett institutionnalisé des « barons électriciens », est le signal de la campagne d'offensive politico-militaire Karl Marx ouverte en ce début octobre 1985. Les mots d'ordre dirigeant cette campagne sont : En avant vers la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires et, Contre le capitalisme et sa crise, la guerre civile !

On peut facilement s'interroger sur l'opportunité de faire un commentaire quant à l'action de ce matin. La clarté et l'exemplarité du choix de l'objectif parlent suffisamment aux cœurs des exploités pour que cette journée soit moins grise et moins morose pour la majorité d'entre nous. Nous savons que sur les lieux de travail, dans les files de pointage, un courant de satisfaction saluera le coup porté à l'institution vampire par nos militants.

Car que dire de plus que ce que représentent pour des millions de travailleurs et de travailleuses ces sinitres notes et factures reçues trop régulièrement, les augmentations, les rappels, les amendes et les coupures ? Que dire de plus devant le quotidien de dizaines de milliers de drames sociaux sans le minimum vital de dignité, pouvoir s'éclairer et se chauffer..., dont un infime coin du voile fut levé pudiquement l'hiver dernier, après plusieurs centaines de morts de froid, de faim, de dénuement complet, à travers toute l'Europe et la Belgique ? Cet hiver-témoin de l'absurdité capitaliste au cours duquel la solidarité sociale dut réouvrir des « chauffoirs publics » comme au 19ème siècle, pendant qu'INTERCOM engrangeait des milliards de bénéfices sans payer un sou d'impôts !

Nous allons donc, en premier lieu, nous borner à rappeler quelques chiffres éloquents à propos de ces « Intercommunales Mixtes » au sein desquelles le secteur privé contrôle 87% de la distribution et la quasi totalité des moyens de production. Les tarifs de gaz ont augmenté de 250% de mars 69 à mai 82, et de 40% ces trois dernières années (les tarifs gaz-électricité sont toujours liés à l'index !). A Bruxelles, 30.000 compteurs sont coupés en permanence, 56.000 rien que pour l'UNERG et dans le Brabant... Au cours de ces trois dernières années, les trois géants EBES, INTERCOM et UNERG ont réalisé 36 milliards de bénéfices... Voilà la réalité de la logique capitaliste : réaliser des profits démentiels sur l'exploitation et la misère du monde du travail !

Cette réalité, vécue au quotidien par la classe ouvrière, suffit amplement à démontrer la légitimité – et le devoir – d'attaquer les requins de la distribution d'énergie, et c'est pourquoi, à partir de cette clarté, nous allons plutôt parler maintenant de la situation à l'aube de notre nouvelle campagne et des tâches qui s'imposent aux avant-gardes révolutionnaires du prolétariat.

Les questions de décrire le monde, de l'analyser ou de l'interpréter sagement, de constater la misère et les injustices, de s'en étonner ou de s'en offusquer, tout en restant assis sur son cul dans l'expectative ou à genoux sur un prie-Dieu ne sont pas celles qui se posent aux révolutionnaires. De la même façon, si nous reconnaissons et revendiquons avec force la subjectivité des révoltés, nous disons que les pratiques autonomes et désespérées des anarchistes n'ont rien à voir avec l'héritage et le devenir de la lutte communiste.

Pour les marxistes révolutionnaires, une des questions principales est celle de comprendre de façon scientifique les mécanismes historiques et les lois de l'évolution de notre monde –

et ainsi l'étape actuelle –, pour pouvoir y intervenir de façon appropriée, c'est-à-dire réussir à transformer objectivement le présent dans le sens des intérêts historiques du prolétariat.

CE N'EST QU'EN SE POSITIONNANT D'UN POINT DE VUE HISTORIQUE DE CLASSE ET VIS-A-VIS DE L'OBJECTIF BIEN CONCRET DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE QUE LES MARXISTES-LENINISTES PEUVENT ANALYSER LA REALITE OBJECTIVE ET S'ENGAGER DANS UNE PRATIQUE JUSTE ET ADEQUATE.

Ce que notre expérience et notre éducation de militants communistes nous a appris, ce que notre engagement au sein des Cellules Communistes Combattantes nous démontre chaque jour, est que trouver les réponses correctes aux questions n'est pas plus important que poser les questions correctes, les questions qui se posent à la classe ouvrière dans l'optique historique de son hégémonie.

Dans notre « Document du 1er mai, A propos de la lutte armée », nous disions : « Si dès maintenant on ne tient pas compte du but, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le prolétariat dans un processus de violence, et des échéances, si on ne tient pas compte de cela dans chacun de nos gestes, alors, de fait, cette échéance recule ».

Voilà comment un marxiste-léniniste se positionne, d'un point de vue de classe et pour la victoire de sa classe, plaçant la théorie comme direction de la pratique et la pratique comme instrument de pouvoir, comme rapport de force antagonique à la dictature bourgeoise, comme anticipation de la dictature prolétarienne. Ce n'est que de cette façon que peuvent être évincés tous les pièges du défaitisme désespéré, toutes les errrances Kollabos des révisionnistes et des petits-bourgeois radicaux, tous les pièges réformistes ou réactionnaires que nous voyons gangréner le prolétariat, sous couvert de « vraiment socialiste », « faire payer la crise aux riches » ou autre « choisir son progrès ».

Les questions concrètes qui se posent à la classe ouvrière et auxquelles les avant-gardes doivent apporter des réponses claires, des directives de lutte, sont : la conjoncture actuelle est-elle objectivement propice à un processus révolutionnaire, c'est-à-dire au renversement de la dictature bourgeoise et du mode de production capitaliste, et si oui, quelles sont les tâches qui s'imposent aux avant-gardes pour, à partir de ces conditions objectives, organiser et développer les forces prolétariennes vers la victoire.

A la première question, nous répondrons sans aucune hésitation : OUI, LA CONJONCTURE ACTUELLE EST, TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'INTERNATIONAL, OBJECTIVEMENT ET HISTORIQUEMENT FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT D'UN PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE.

Attention, quand nous disons cela, nous ne disons rien d'autre que notre analyse des conditions historiques, c'est-à-dire que, comme nous allons le voir plus loin, même dans des conditions favorables, l'organisation des forces prolétariennes peut encore être très faible ! Et c'est là que se trouve la seconde question : comment développer ces forces ?

Les principales raisons conjuguées aujourd'hui et à partir desquelles nous définissons cette période comme favorable à un processus révolutionnaire sont les suivantes : – la première est la mondialisation et le très haut développement des forces productives, l'impérialisme « achevé » (l'industrialisation de l'ensemble de la planète et la domination capitaliste à la même échelle, réalisant la prolétarisation de l'ensemble des travailleurs), ainsi que les capacités accessibles de transformer favorablement les conditions de vie des populations. – La seconde est l'hystérie bourgeoise qui, prise au piège de la logique économique capitaliste doit organiser une récession généralisée dont seule la classe ouvrière fait les frais, ce qui révèle clairement les contradictions antagoniques entre les classes.

Nous allons profiter de cette description des facteurs objectifs pour souligner une des bases de notre analyse. Les Cellules Communistes Combattantes sont fidèlement attachées aux enseignements du marxisme, et par là, estiment que fondamentalement se sont les classes qui font l'histoire, et que surtout les classes sont produit d'un système économique, donc ainsi, que le prolétariat est une classe objectivement définie au sein du mode de production, dont la force dynamique repose avant tout sur son exploitation économique, c'est-à-dire sur ses contradictions avec le capitalisme et la bourgeoisie. La question d'analyser notre époque doit donc se poser en premier lieu à partir du développement du mode de production et de l'exacerbation des contradictions qu'il engendre.

Aujourd'hui, la réalité objective dans les pays européens – et ainsi en Belgique – peut être définie globalement par la radicalisation, sans cesse croissante, des contradictions de classes. Le système capitaliste en crise est perçu directement et de plus en plus clairement par les travailleurs comme responsable d'une misère s'aggravant sans discontinuité, et l'échéance prochaine de la guerre impérialiste dans les centres révèle aux yeux de tous la solution meurtrière par laquelle la bourgeoisie entend « résoudre » sa crise et relancer ses activités de profit pour quelques décennies...

Cette réalité de la contradiction entre les classes est aujourd'hui plus forte et plus profonde qu'elle ne l'a jamais été, en ce que le mode de production capitaliste n'a plus aucune fonction progressiste dans le développement des forces productives. Ce n'est un secret pour personne – et même reconnu cyniquement aux tribunes de l'O.N.U. –, ces dernières décennies ont vu, pour la première fois dans l'histoire, le développement des structures productives et l'héritage de l'activité laborieuses offrir à l'humanité toute entière la possibilité de résoudre, sans autre étape conséquente de développement, toutes les questions relatives à la satisfaction des besoins fondamentaux des 4 milliards d'habitants de cette planète. Cela veut dire, par extension, que le développement des forces productives déjà atteint, ainsi que l'accumulation des richesses, permet dès maintenant et pour tous les peuples un rapport fondamentalement libre au travail, une société où les hommes et les femmes peuvent concevoir des rapports sociaux autrement que vis-à-vis des contingences matérielles de la survie.

En cette fin du 20ème siècle, les richesses de l'humanité sont telles, l'industrialisation à ce point développée, et la machine productive – dans tous les domaines : alimentaire, énergétique, communication, etc... – à ce point performante, que l'ensemble des besoins vitaux, et même plus, de toute l'humanité peuvent être assumés, sont à la portée de ceux qui depuis des générations triment pour cela : la classe ouvrière.

Et un regard sur le monde nous révèle le contraire : jamais au cours de son histoire, la condition humaine ne fut globalement aussi misérable, aussi contradictoire avec le développement des capacités productives et les richesses accumulées. Ce qu'il faut comprendre à travers cette réalité, c'est que s'il est juste de reconnaître que la bourgeoisie a eu un rôle progressiste par rapport à la féodalité, s'il est juste de reconnaître qu'au 19ème siècle le mode de production capitaliste était aussi dynamique qu'inhumain dans l'essor des forces productives, ce capitalisme n'est plus aujourd'hui qu'un frein, une tare, un fonctionnement périmé, une direction absurde contraire à la marche de l'histoire humaine.

De ces faits, la crise économique du système capitaliste est maintenant plus globale, plus profonde, l'antagonisme entre les classes plus fort, et les conditions objectives pour en finir une fois pour toutes avec les barbaries, plus d'actualité.

Mais paradoxalement, face à cette situation de radicalisation et de clarification de l'antagonisme, face à ces conditions historiques propices au développement de la lutte révolutionnaire pour le communisme, la classe ouvrière, pourtant très combative dans notre pays, se retrouve désorientée, politiquement inorganisée, égarée sous la tutelle des traîtres historiques, du PS au PC, et de la jeune génération du PTB aux féodaux d'Ecolo.

Voilà posées les deux grandes caractéristiques de la situation objective ici et aujourd'hui. La crise économique du mode de production capitaliste, l'échéance de la guerre impérialiste, c'est-à-dire une période historique où les contradictions antagoniques d'intérêts entre les classes sont poussées à leurs extrêmes les plus concrètement perceptibles par le prolétariat, et donc où la mobilisation de cette classe pour la réalisation de ses intérêts historiques propres est la plus favorable; et d'autre part (bien que de façon inégale en Europe) l'encadrement contre-révolutionnaire de la classe ouvrière par la social-démocratie, les syndicats vendus au grand capital, les groupuscules réformistes petits-bourgeois, situation traduite ici par l'absence jusqu'en octobre 84, avec le déclenchement de notre première offensive, d'une avant-garde politique communiste posant la question d'une stratégie de lutte prolétarienne pour le pouvoir de classe, posant la question de la construction, dans le combat, de l'Organisation Communiste Révolutionnaire.

C'est uniquement dans cette compréhension de la réalité objective et de ses potentialités comme de ses faiblesses que doivent réfléchir et agir les communistes. C'est en se positionnant vis-à-vis de l'exigence d'une révolution possible historiquement que peuvent s'élaborer les choix stratégiques de lutte prolétarienne et se combattre les déviations révisionnistes et réformistes. Nous le rappelerons encore souvent, c'est un formidable combat qu'il faut livrer aujourd'hui – et avec quelle urgence ! – contre les canailles et les traîtres qui égarent la classe ouvrière et entendent la mener à la boucherie impérialiste... puis une nouvelle fois à la reconstruction nationale et à la défense de la démocratie ! Il faut dire que la tâche ne sera pas aisée, tant ils ont déjà, par deux fois au cours de ce siècle, pris d'expérience en la matière.

Alors, puisque l'analyse nous révèle des conditions historiques favorables, puisqu'un regard sur l'actualité en conforte l'évidence, et que nous avons mis le doigt sur les faiblesses de notre camp, la seconde question, celle des tâches qui s'imposent aux révolutionnaires est clairement posée.

Les tâches de l'heure, pour les communistes révolutionnaires, sont, par le combat et pour le combat, à partir du matérialisme historique, élaborer une stratégie vivante, globale, actuelle et internationaliste, de conquête du pouvoir par la classe ouvrière. C'est par le combat et dans le combat de classe que se souderont les éléments les plus combatifs, que se tracera la route de la construction de l'Organisation révolutionnaire et ensuite du Parti Communiste.

Nous sommes conscientes, car issues de la réalité du combat de classe ici, de la faiblesse de nos forces, mais ce qui est également clair

aujourd'hui, c'est que ce sera à partir de la guerre de classes que se doivent d'agir tous ceux qui revendiquent le nom grandiose et responsable de Communistes !

L'Organisation Communiste Combattante, réalisant l'unité des éléments les plus combatifs du prolétariat ne nait pas de son auto-proclamation. C'est dans le mouvement concret de la lutte, de ses expériences et de son enrichissement, des forces développées pour la finalité révolutionnaire, que les avant-gardes s'unifient. Aujourd'hui, aux camarades sincères et combatifs, nous disons : lisez, étudiez, discutez les enseignements du marxisme et du léninisme; étudiez, discutez les expériences historiques de notre classe, lisez, étudiez, faites circuler et critiquez notre expression politique ainsi que celle des révolutionnaires européens, Brigades Rouges italiennes et PCEr-GRAPO espagnol, enrichissez ce patrimoine de vos critiques et confrontez-le à la pratique, posez la question de la révolution, de l'organisation des forces prolétariennes dans cette optique, et les portes de l'avenir s'ouvriront devant nous !

La lutte que les Cellules Communistes Combattantes mènent avec détermination sont les premiers pas dans cette voie, nous avons démontré qu'il est possible et nécessaire de s'organiser, que l'ennemi peut être attaqué et battu, et nous affirmons que ce ne sera qu'à travers le développement qualitatif et quantitatif de cette démonstration, c'est-à-dire quand elle dirigera l'ensemble du mouvement de masse, que nous pourrons réellement et durablement changer notre vie, c'est-à-dire renverser les exploiteurs et le capitalisme.

LA LUTTE ET LA VICTOIRE PROLETARIENNE SONT POSSIBLES ET EXIGEES EN CETTE FIN DE SIECLE. LES COMMUNISTES ONT LE DEVOIR ET L'HONNEUR DE SE LANCER DE TOUTES LEURS FORCES DANS CETTE BATAILLE.

EN AVANT VERS L'ORGANISATION COMBATTANTE DES PROLETAIRES !

CONTRE LE CAPITALISME ET SA CRISE, LA GUERRE CIVILE !
Organisons-nous et frappons sans relâche !
EN AVANT VERS LA REVOLUTION COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Cellules Communistes Combattantes pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires

Communiqué de l'action des Cellules Communistes Combattantes contre Fabrimétal et contre l'office des contributions directes à Charleroi.

CAMPAGNE KARL MARX, COMMUNIQUE N°2

Ce matin du 12 octobre 1985 les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué et détruit deux centres du pouvoir bourgeois siués à Charleroi, c'est-à-dire :

— le siège régional de l'association patronale de la métallurgie, des industries mécaniques, électriques et plastiques, FABRIMETAL, rue F. Puissant, 15

— l'office des contributions directes, au n°13 même rue.

Avant d'expliquer ce qui lie ces deux actions au sein de notre campagne Karl Marx, il convient de voir en quoi ces objectifs sont spécifiquement et objectivement, chacun à leur niveau, partie intégrante de l'appareil de la bourgeoisie impérialiste régnant en ce pays, et en quoi ces deux institutions sont en fait des éléments moteurs de l'offensive anti-prolétarienne que nous subissons depuis des années et à laquelle nous commençons à peine à rendre coups pour coups.

Sous la présidence du patron de Boelwerf SA, Philipe Saverys qui est par ailleurs membre du Comité de Direction de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB-VBO dont nous avons détruit le siège principal ce 1er mai) et administrateur du Groupe Bruxelles-Lambert ainsi que du holding COBE, FABRIMETAL est en fait le point jonction du patronat belge des secteurs métallurgiques, mécaniques, etc... grâce auquel s'élabore les offensives anti-ouvrières selon les directives FEB et CEE.

Car si, dans la métallurgie comme ailleurs, le rétrécissement de la base d'exploitation de la bourgeoisie implique une concurrence de plus en plus acharnée et de plus en plus agressive tant au niveau national (opposition entre Cockerill Sambre et Sidmar, par exemple) qu'au niveau européen (concurrence entre la Belgique, les industries de Lorraine, de la Rhur, d'Italie etc...) et qu'au niveau mondial (voir le récent conflit CEE/USA à propos des exportations de tubes d'acier), il est un point où tous les patrons de la métallurgie, administrateurs de holdings, fonctionnaires nationaux ou européens s'entendent.

Cette belle unanimité se traduit par la tentative de faire peser au maximum le poids de la crise capitaliste de surproduction d'acier, de la surproduction d'outils de travail, sur les épaules des prolétaires d'Europe, toutes nationalités confondues.

Il y a là un jeu subtil de la bourgeoisie impérialiste qu'il convient de bien saisir si le monde du travail veut intervenir efficacement dans cette situation. Nous avons d'un côté concurrence acharnée, d'un autre tentative nationale ou européenne de mettre un minimum d'ordre dans ce foutoir, et par dessus tout unanimité à exploiter un maximum les travailleurs.

— Concurrence acharnée tout d'abord, quand au sein de la CEE la consommation d'acier a

baissé de 2% chaque année de 1980 à 1984. Toutes les entreprises sidérurgiques européennes n'atteignant pas rapidement le « top niveau » en matière de productivité périrent rapidement dans cette crise. Cette situation affirma les tensions internationales à travers, par exemple, l'augmentation des barrières douanières, l'imposition de quotas d'importation, les échecs de négociations internationales ayant trait au libre-échange (GATT) etc...

— Tentative de rationalisations ensuite, particulièrement à l'échelle européenne où, sous l'égide de Davignon (récemment nommé Président de la Société Générale de Banque et Administrateur de Solvay, tiens, tiens...), l'instauration de quotas de production et leur répartition entre les différentes industries nationales sonnèrent le glas pour les sidérurgistes lorrains, luxembourgeois et wallons. Cette politique étant répercutée au niveau national par des responsables bourgeois tels que Jean Gandois ou Raymond Haim Lévy, son successeur à la tête de Cockerill-Sambre et ancien responsable des fermetures à USINOR et Creusot-Loire, en France.

— Politique anti-prolétarienne enfin, car si au sein de la CEE la production d'acier a diminué de 25% entre 1974 et 1984, l'emploi y a diminué, sur la même période, de 44% ! Et ce n'est pas seulement le volume de l'emploi qui est dans le colimateur de la bourgeoisie impérialiste, mais également sa stabilité, les revenus, les droits syndicaux etc... Si l'emploi global diminue, l'exploitation du travail du sidérurgiste est, par contre, en augmentation constante. 100 heures de travail en 1983 permettaient la production de 16,3 tonnes d'acier, et les mêmes cent heures permettaient l'année passée 2,2 tonnes supplémentaires. A l'heure du bilan pour les métallos d'Europe, il ne reste qu'une surexploitation et 350.000 emplois supprimés en 10 ans.

La surproduction d'acier est aussi typiquement capitaliste que la surproduction agricole (« excédents » laitiers et autres). Et il apparait clairement que seuls les rapports induits par le mode de production capitaliste développent de pareilles aberrations ! L'humanité a besoin d'acier, de transports, de cables, de navires ou de logements comme elle a besoin d'aliments. Il faut en finir avec cette absurdité !
Le déménagement de VALFIL en Chine en est l'illustration. Ici, l'usine était de trop, comme elle sera bientôt de « trop » pour les capitalistes chinois. La surexploitation des travailleurs chinois pour des salaires de misère leur accorde néanmoins un sursis.

Aujourd'hui, les travailleurs de la sidérurgie paient durement les défaites passées, défaites dont il faut dès maintenant tirer les leçons. Comment un tel carnage put-il être réalisé par la bourgeoisie impérialiste ?

Celle-ci a, avant tout, savamment provoqué, développé et entretenu la division entre les travailleurs. Qui s'est réellement soucié des luttes admirables des prolétaires français et immigrés, d'USINOR, SACILOR et d'autres ? Au delà d'une solidarité ponctuelle et d'une modeste reconnaissance de l'appartenance à un même monde, celui du travail et de l'acier, ces camarades se sont battus seuls. Quelques années plus tard, ce fut notre tour et nous nous retrouvâmes également seuls, et plus encore car non seulement isolés de nos camarades de RFA, d'Angleterre ou d'ailleurs, mais aussi entre nous.

Le sceptre de la division s'est manifesté également entre les travailleurs du nord et du sud du pays, division exploitée par nos notables régionaux qui, sous le prétexte du fait que ce fut la Wallonie qui souffrit le plus des restructurations, déchargèrent la bourgeoisie impérialiste transnationale de sa responsabilité pour la faire endosser sur une « entité flamande », confondant de manière insultante travailleurs et patronat flamands. Pire, la pomme de discorde fut même portée au sein du prolétariat wallon dans l'odieuse mise en scène de « guerre des bassins » où, somme toute, les licenciés de Montignies pouvaient encore s'estimer heureux et consolés par les licenciements à Seraing ! Et vice-versa ! L'égalité dans le chômage et la misère était respectée, les profits assurés pour les patrons, c'est cela la démocratie bourgeoise.

A cette occasion, les appareils réformistes (politiques ou syndicaux) se sont ouvertement dénoncés comme ce qu'ils sont : des capitulards ! En échange de vagues promesses sur l'emploi, de considérations fumeuses sur la réduction du temps de travail, de miroirs aux alouettes dans lesquels ils se contemplent et pour lesquels ils nous vendent et nous trahissent, les réformistes se sont, au nom d'une politique « raisonnable » – la raison du capital –, prostitués à la bourgeoisie.

Tout cela est certes fort amer. Et il faut faire en sorte que cela ne se reproduise plus, et plus encore, que cela ne puisse plus se reproduire, plus jamais. Pour balayer le carcan de la dictature bourgeoise, il nous faut balayer le carcan du mode de production capitaliste. Pour balayer le mode de production capitaliste, il nous faut construire un nouvel ordre économique mondial, de nouveaux rapports économiques et sociaux basés sur la production de richesses, pour la satisfaction des besoins de tous et de chacun. Il nous faut marcher vers le Socialisme, vers le Communisme. Pour cela, il faut que le monde du travail soit seul maître de son histoire, qu'il ne concède plus rien à la bourgeoisie. Et comme aujourd'hui les rapports entre les classes sont la domination de la bourgeoisie, il faut que le prolétariat s'arme de toutes ses forces pour imposer sa dictature. Il faut nous organiser et frapper sans relâche l'ennemi dans une perspective révolutionnaire de prise du pouvoir par la classe ouvrière ! Notre attaque contre l'association patronale FABRIMETAL n'est que cela, elle est tout cela.

Il nous faut maintenant nous expliquer sur le sens de notre attaque contre le centre des impôts.

Avant tout, quelle place occupe l'imposition à ce moment-ci de la dictature bourgeoise ?

Objectivement, l'extorsion toujours croissante des impôts directs et indirects constitue en fait une baise du salaire réel. D'autant plus que la gestion de ce capital est orientée de manière à perpétuer l'ordre impérialiste, à assurer sa sécurité, à garantir ses profits, à faciliter son fonctionnement en finançant toutes les infrastructures nécessaires à la production capitaliste (qui ne sont pas immédiatement sources de richesses ou, du moins, pas suffisamment pour les capitalistes).

Et plus grave encore, ces secteurs (chômage, santé, enseignement, transports, recherche,...) financés directement ou indirectement par notre travail sont, dans le cadre de la politique libérale, soumis à une pression constante pour qu'ils deviennent source de profit.

L'attaque en règle contre les services publics se situe dans ce cadre, c'est-à-dire qu'en étant financés par nous à travers les impôts, ils doivent en plus réaliser du bénéfice sur nous en tant qu'usagers, patients, etc... C'est ainsi que notre travail est amputé une troisième fois par la bourgeoisie de ce qui nous revient, d'abord par la plus-value arrachée par le patronat, ensuite par les impôts et autres cotisations, et enfin à travers les bénéfices enregistrés par ces services, qui se fondront dans le capital géré actuellement par l'Etat bourgeois.

L'importance des contributions dans l'appareil bourgeois apparaît au regard de l'étendue de l'administration fiscale : 33.000 fonctionnaires, soit un agent des finances pour 300 citoyens, ou encore 42% du personnel des ministères.

L'Etat, dans sa fonction initiale de force de répression au service de la bourgeoisie, dans sa fonction seconde de résolution des intérêts contradictoires de cette même bourgeoisie, assure aujourd'hui une fonction nouvelle et de plus en plus intégrée au capitalisme.

Les interventions de l'Etat de plus en plus fréquentes dans l'économie, ses responsabilités financières et monétaires, sa gestion de pas entiers et spécifiques de l'économie capitaliste (SNCB, RTT, etc...) ont modifié la fonction de cet Etat bourgeois. De simple **outil** de la bourgeoisie, il est devenue **partie intégrante** de celle-ci. Car si l'Etat pille notre travail d'une manière différente (à travers l'imposition) il n'en gère pas moins son capital de concert et au service du mode de production capitaliste.

Bien sûr, les fonctions traditionnelles de l'Etat bourgeois n'en sont pas oubliées pour autant et dans cette période de crise d'actualité: nos impôts servent à entretenir un vaste appareil de répression anti-prolétaire avec à sa tête la gendarmerie. Ensuite ils se déversent dans les poches des multinationales de l'armement à travers les budgets militaires et, n'oublions pas, ils entretiennent le ministère de la justice qui garantit la propriété privée des moyens de production, l'héritage, le vol de la plus-value, la libre entreprise et autres bases légalisées de la dictature bourgeoise. Mais ce n'est pas tout.

Nos impôts financent aussi la bourgeoisie impérialiste à travers les « aides » aux secteurs « nationaux », car plutôt que d'**investir** directement dans les aciéries par exemple (le raisonnement vaut pour tous les secteurs, mais il nous permet ainsi de le lier à l'analyse précédente), l'oligarchie financière investit ses capitaux (ses bénéfices réalisés sur notre travail) dans des banques et des holdings qui, alors, **prêtent** ces capitaux aux industries avec les garanties de remboursement assuré par l'Etat... c'est-à-dire avec nos impôts !

Voilà pourquoi, alors que nos 6 principales aciéries ont réalisé en 1984 un bénéfice de 8,8 milliards de francs, après avoir soustrait les investissements et surtout l'énorme charge financière (les emprunts contractées auprès des banques), elles affichent des pertes de 4,4 milliards ! Voilà comment nos impôts couvrent des investissements à moindres risques pour les banques et les holdings ! C'est, en outre, un excellent moyen de chantage pour la bourgeoisie (de l'Etat aux holdings) contre les travailleurs, chantage devant lequel les réformistes (syndicaux et autres) sont totalement impuissants.

Alors que les budgets « sociaux », d'enseignement, etc... sont de plus en plus éprouvés, une part croissante du budget est destinée à rembourser les dettes contractées par l'Etat auprès des holdings et à l'ensemble de l'oligarchie financière. En 1983, 203 milliards de francs ont servi à l'amortissement de la dette. Citons encore quelques combines qui mettent nos impôts au service de la bourgeoisie impérialiste : les accords sur les C.S.T., T.C.T., chômeurs mis au travail, stagiaire O.N.E.M., etc..., travailleurs auxquels l'Etat alloue un sous-salaire sur l'argent qu'il vole aux autres travailleurs, et cela pour une période donnée, dans une précarité d'emploi totale ! Et nous ne pouvons pas passer sous silence le « boni » de la sécurité sociale qui a pris le chemin des caisses de l'Etat alors que les CPAS se retournent contre les familles pour leur faire assumer l'aide aux plus démunis... etc... etc...

Ces exemples démontrent bien que, tant au niveau politique (comme nous l'avions dénoncé dans notre communiqué sur les attaques contre les PRL/CVP), qu'au niveau économique, l'Etat n'est en aucun cas représentant de l'ensemble de la nation. Il n'est pas le subtil reflet de l'équilibre des forces de celle-ci, comme la mascarade électorale lui permet de s'en vanter. Si les patrons paient également des impôts, ceux-ci leurs sont rendus au centuple par un appareil qui est tout entier dans leur camp. Et quant aux considérations électoralistes sur les baisses d'impôts, gageons qu'elles seront encore offertes aux « entrepreneurs » comme il en a toujours été le cas dans le passé. Il suffit de se rappeler les exemptions offertes pour l'achat des actions belges dans le cadre « Monory-De Clercq ».

En nous attaquant aujourd'hui à l'administration des contributions directes et à l'organisation patronale FABRIMETAL, nous nous sommes en fait attaqué à deux facettes, complémentaires, de la dictature bourgeoise.

Aujourd'hui, Partis, Etat, Holdings, multinationales, CEE, ... se fondent et se complètent au sein d'un vaste ensemble : la bourgeoisie impérialiste. Et si, pour des raisons de concurrence, des contradictions apparaissent entre ces partis, ces banques, ces administrations, tous se retrouvent copains comme cochons quand il s'agit d'exploiter encore plus les travailleurs. Et pour nous, cela seul importe, cela suffit pour refuser toute compromission avec ces vampires, pour renforcer notre détermination à renverser définitivement le pouvoir bourgeois.

Cela doit nous suffire pour refuser catégoriquement de donner la moindre légitimité à la bourgeoisie, notamment à travers les farces électorales. Même si, dans le vide actuel du mouvement ouvrier, nombre d'entre nous irons voter pour l'actuelle mafia au pouvoir, frappés par le vide absolu du programme du PS qui est creux comme un bambou, et vaguement appâtés par les promesses de redressement ressassées par les maniaques du tonus et du tempo. Même si d'autres voteront pour les réformistes de la social-démocratie en réaction contre les aggressions de Martens/Gol, et tout aussi vaguement appâtés par d'autres promesses aussi vides. Il est de plus en plus clair qu'il nous faut autre chose.

Pour cela, il faut aller plus loin, il faut renforcer l'unité de la classe ouvrière, harceler sans cesse l'ennemi, remettre en avant le marxisme-léninisme. Nous ne sommes, hélas, qu'à l'aube du processus révolutionnaire, et nos actions sont encore très faibles, mais cette faiblesse ne doit avoir pour tous qu'une seule conséquence : la dépasser, faire mieux et plus! Il faut progresser sur le chemin de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour la construction du Socialisme ! Que chacun réfléchisse, étudie, s'organise, agisse, et frappe ! Que mille cellules naissent !

CONTRE LE CAPITALISME ET SA CRISE, LA GUERRE CIVILE !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION COMBATTANTE DES PROLETAIRES !
Organisons-nous et frappons sans relâche !
EN AVANT VERS LA REVOLUTION COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Cellules Communistes Combattantes
Pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires.

Communiqué de l'action des Cellules Communistes Combattantes contre le Bureau d'Information des Forces Armées à Namur.

Campagne « Pierre Akkerman, combattre le militarisme bourgeois et le pacifisme petit-bourgeois ».

Les rois nous saoûlaient de fumées,
Paix entre nous, guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent, ces cannibales
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux !

L'Internationale, 5ème couplet.

Alors que nous venons à peine d'initier avec succès la Campagne Karl Marx, l'actualité nous impose d'ouvrir un second front en ce mois d'octobre 1985. Les Cellules Communistes Combattantes ouvrent donc, ce 19 octobre 1985, la Campagne « Pierre Akkerman, combattre le militarisme bourgeois et le pacifisme petit-bourgeois » en attaquant le « BUREAU D'INFORMATION DES FORCES ARMEES » à Namur.

Ce « Bureau d'information des Forces Armées » est, comme tant d'autres à travers le pays, un centre de raccolage pour l'armée impérialiste. Exploitant la misère sociale développée par le capitalisme en crise, ces « bureaux » sont les instruments du dévoiement de nombreux fils et filles du prolétariat vers la fonction infâme de mercenaires armés de la bourgeoisie, et ce directement organisés contre leurs frères et sœurs de classe.

L'actualité imposant l'ouverture de ce second front repose sur la dernière réunion des ministres des affaires étrangères de l'Alliance Atlantique À Bruxelles, sur la grande mobilisation anti-missiles de ce dimanche et sur la prochaine rencontre inter-impérialiste à Genève en novembre. Notre intervention de cette nuit et l'ensemble de la campagne Pierre Akkerman s'adressent particulièrement à la prochaine mobilisation populaire contre le déploiement des missiles US, dont les pacifistes petits-bourgeois entendent faire, comme à leur habitude, une manifestation folklorique de prières et d'incantations stériles à destination des princes et des magnats qui nous voient déjà sur les champs de bataille ou dans l'effort de reconstruction.

Plus que jamais en cette fin 85, les événements dans divers pays européens (les Pays-Bas largement en tête...) démontrent l'ineptie et le danger des thèses pacifistes petites-bourgeoises pour le mouvement populaire anti-guerre. Dans tous les pays européens le militarisme bourgeois s'organise avec arrogance, développe sans cesse ses préparatifs bellicistes, et cela, seulement face à de faibles oppositions organisées (les nôtres, par exemple), car l'ensemble du mouvement anti-guerre est profondément pourri des positions légalistes et Kollaborationnistes du crétinisme pacifiste.

Ces dernières années démontrent ceci : soit le mouvement anti-guerre rejette les directions infâmes des petits-bourgeois pacifistes et s'organise sur la ligne révolutionnaire développée par les communistes combattants, soit il sera le linceul de millions d'entre nous.

Et nous ne voulons pas accepter cela comme un fatalité ! Il faut que cela change et c'est à nous de le changer ! Il faut rejeter les canailles pacifistes, nous voulons l'avenir du socialisme et non les misères de la guerre. Les centaines

de milliers de travailleurs et de travailleuses qui depuis des années ont marché pour dire NON à la guerre que l'OTAN mène aux quatre coins du monde et qu'elle veut, à présent, ramener dans les centres, doivent réfléchir à partir de la réalité bien concrète ! Et ne pas oublier les leçons de l'histoire que notre classe a déjà si chèrement payée : **toutes les thèses et directives pacifistes se sont toujours, en 1914, en 1940, et aujourd'hui révélées au service de la bourgeoisie !**

Toutes les rodomontades pacifistes s'effondrent jours après jours, défaites après défaites. Toutes les escroqueries des pacifistes petits-bourgeois, CNAPD et VAKA en tête, n'ont amené qu'un seul résultat : la bourgeoisie du parlement et des casernes, des banques et des holdings, a les mains libres pour implanter les missiles, pour se lancer dans l'hystérie anti-communiste la plus délirante, pour perpétrer ses crimes contre les peuples d'Afrique du Sud, de Turquie, du Zaïre, de Palestine ou du Salvador...

Le mouvement pacifiste petit-bourgeois a-t-il gagné quoi que ce soit depuis les années qu'il usurpe la direction du mécontentement populaire ? Non, il n'a rien gagné ! Au contraire, il a épuisé la mobilisation et le refus des masses, il a falsifié les données objectives et historiques de la question de la guerre impérialiste, il s'est entièrement mis au service de la bourgeoisie dont il reconnait l'entière autorité dans la « dictature démocratique ». Il est même plus clair de dire qu'il n'a eu aucune difficulté à se prostituer au service des exploiteurs car il en véhicule l'idéologie avec une grande ardeur.

En octobre 1984, les Cellules Communistes Combattantes sont apparues, organisées et décidées, en axant leur première campagne sur la question de la guerre impérialiste. Ce choix s'imposait à travers le fait que ce problème concentre à la fois l'expression la plus évidente et la plus brutale de la dictature bourgeoise, en même temps qu'il ne peut être abordé que d'un point de vue de classe car la guerre est fonction intégrée, produit du capitalisme.

Nous avons en premier lieu attaqué les firmes LITTON, M.A.N. et HONEYWELL, trois multinationales entièrement intégrées au « parti de la guerre », c'est-à-dire trois entreprises qui développent une importante part de leurs activités lucratives dans l'organisation de guerres contre les peuples aux quatre coins de la planète. Ensuite, nous avons attaqué deux centres politiques, PRL/PVV et CVP, de la coalition gouvernementale, c'est-à-dire les managers du pouvoir d'Etat (encore aujourd'hui) qui planifient directement l'organisation belliciste, et enfin, nous avons porté l'offensive contre les forces de l'OTAN, l'appareil de domination militaire de l'impérialisme.

L'importance politique de notre première campagne, au-delà de l'émergence d'une authentique pratique révolutionnaire communiste rompant avec les révisionnistes et les réformistes de tout accabit, se situe dans la façon dont nous avons posé la question de la guerre impérialiste. **Nous avons posé la question de la guerre impérialiste dans sa totalité**, en en liant tous les facteurs, c'est-à-dire sans l'isoler de ses causes, de sa matrice : le mode de production capitaliste ! Aux thèses irresponsables et criminelles des directions pacifistes petites-bourgeoises, nous avons opposé l'analyse marxiste-léniniste et la position prolétarienne : la praxis dans l'offensive révolutionnaire !

A l'heure où nous ouvrons la campagne Pierre Akkerman, nous ne pouvons qu'appeler les militants sincères à s'instuire des écrits formidables du marxisme et du léninisme quant à la question de la guerre impérialiste, à s'instruire et à débattre des importantes contributions des révolutionnaires italiens et espagnols, Brigades Rouges et PCEr-GRAPO, ainsi qu'avec modestie, des nôtres, **ET A EN TIRER LES CONCLUSIONS OFFENSIVES** pour l'avenir du prolétariat. Déjà en 1924 :

« Chaque grève de masse crée une situation révolutionnaire dans laquelle la bourgeoisie, à l'aide de l'appareil d'Etat tire le maximum de conclusions qui lui sont nécessaires pour maintenir sa domination. Face à ces procédés le prolétariat est impuissant; l'arme de la grève de masse elle-même est impuissante nécessairement devant eux, si, face aux armes de la bourgeoisie, ***le prolétariat ne prend pas également les armes****. Cela implique qu'il doit s'efforcer de s'armer lui-même, de désorganiser l'armée de la bourgeoisie qui se compose d'une majorité d'ouvriers et de paysans, de retourner contre la bourgeoisie ses propres armes...*

La guerre impérialiste corse cette situation à l'extrême. La bourgeoisie met le prolétariat devant l'alternative suivante, ou bien tuer ses camarades de classe des autres pays en faveur de ses intérêts monopolistiques à elle, mourir pour ses intérêts ou bien renverser la domination de la bourgeoisie par la violence des armes. Tous les autres moyens de lutte contre cette suprême violence qui est faite au prolétariat sont impuissants, car tous, sans exception, vont s'écraser contre l'appareil militaire des Etats impérialistes. Si donc le prolétariat veut échapper à cette violation extrême, il doit engager lui-même le combat contre cet appareil militaire, le désagréger de l'intérieur... ». Georges Lukacs, la pensée de Lénine, l'impérialisme, guerre mondiale et guerre civile.

Voilà la réalité historique, et en voilà une juste compréhension ! Et voilà la même question qui se pose, avec encore plus d'acuité et d'actualité au mouvement anti-guerre qui manifestera dimanche : deux lignes politiques au service de deux classes antagoniques se dessinent clairement, et plus personne ne peut se masquer les yeux devant cela :

- la ligne politique du pacifisme petit-bourgeois, valet du capital et trahison éprouvée...
- la ligne politique et la pratique communiste révolutionnaire, arme et devenir de la classe laborieuse !

Nous avons, lors de notre attaque contre les télécommunications de la base militaire de Bierset, donné l'analyse globale que nous faisions du pacifisme petit-bourgeois aujourd'hui à la tête du mouvement anti-guerre dans ce pays, et démontré que seule notre initiative et notre ligne politique historique constituait une réelle alternative à la guerre impérialiste.

Et les faits démarquent de façon encore plus irréfutable ces deux lignes, celle du passé et celle de l'avenir. Le mouvement politique du pacifisme est dans l'agonie de ses impasses alors que le mouvement révolutionnaire et le prolétariat sont à l'aube d'un formidable combat !

A l'aube d'un formidable combat dans la continuité de l'histoire magnifique de notre classe, héritiers de ses expériences et des leçons de chaque combat ! Nous en serons dignes, et c'est pourquoi nous dédions cette campagne anti-militariste et anti-pacifiste à la mémoire du militant communiste belge Pierre Akkerman, volontaire dans les Brigades Internationales en Espagne, commissaire politique du bataillon André Marty de la XII Brigade, mort au combat le 1er janvier 1937 au nord de Madrid, traîtreusement assassiné par les fascistes arborant notre drapeau rouge pour se rapprocher des positions tenues par les révolutionnaires.

Nous te saluons Pierre Akkerman.

Ce que tu avais compris, que nous comprenons maintenant et que la classe ouvrière doit à nouveau comprendre et remettre en pratique à son tour, est que le fascisme, le militarisme, la réaction et la guerre ne se combattent pas seulement par les bonnes paroles ou les bons sentiments, et certainement pas par les escroqueries pacifistes. Pierre Akkerman, toi comme tes camarades allemands, italiens, français, anglais, mexicains, hongrois, yougoslaves, suisses, bulgares, américains, polonais, canadiens, chinois, algériens, tchèques, hollandais, scandinaves, et tous les autres... saviez à quoi vous en tenir pour ce qui est de la guerre impérialiste et aviez compris ce que les ploutocrates de Londres, Rome, Paris, New York ou Berlin mijotaient pour l'avenir du monde et le malheur des exploités.

Alors que les pères spirituels des Spitaels, Van Geyt, Martens et autres Galand prônaient la négociation ou la non-intervention, les diplomates bourgeois négociaient à Munich et trompaient les peuples comme ils s'apprêtent à le faire à Genève le mois prochain ! Pierre Akkerman, toi et tes camarades, l'élite du prolétariat mondial en cette période, vous saviez que la guerre d'Espagne où tu es tombé n'était qu'un moment d'un combat plus vaste, celui de la classe ouvrière vers l'humanité. L'histoire vous donnera raison, votre sacrifice est déjà cette humanité.

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE, LA GUERRE CIVILE !
CONTRE LE CAPITALISME ET SA CRISE, LA GUERRE CIVILE !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION COMBATTANTE DES PROLÉTAIRES !
Organisons-nous et frappons sans relâche !
EN AVANT VERS LA REVOLUTION COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Cellules Communistes Combattantes pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires.

Communiqué de l'action des Cellules Communistes Combattantes contre la voiture de Galand.

Campagne « Pierre Akkerman, combattre le militarisme bourgeois et le pacifisme petit-bourgeois ».

Ce dimanche matin nous avons lancé un cocktail Molotov sur la voiture de Galand, président du CNAPD – entre autres –. A partir de cette action sans la moindre importance pratique mais d'une grande clarté politique, nous voulons, à quelques heures de la mobilisation populaire de ce 20 octobre, insister sur les raisons qui nous ont dicté d'attaquer le militarisme bourgeois à travers notre action d'hier à Namur et aujourd'hui le pacifisme petit-bourgeois, comme tenant d'un même système, la dictature bourgeoise.

Car si, que ce soit dans le cadre de notre campagne d'octobre 1984 ou dans celle actuelle « Pierre Akkerman... », nos attaques contre les multinationales de l'armement, contre les centres politiques atlantistes, contre l'OTAN ou l'ABL, sont très facilement compréhensibles et accessibles par le mouvement anti-guerre, nous savons que l'action contre ce dirigeant pacifiste exige d'être replacée dans le cadre global de la politique de l'avant-garde révolutionnaire, de sa stratégie et de sa tactique contre la guerre impérialiste.

L'importance de l'action de ce matin réside dans son contenu, elle est une première manifestation de lutte prolétarienne au sein du mouvement populaire et contre les directions petites-bourgeoises. C'est de cela dont nous allons parler maintenant.

La contradiction entre les peuples et la guerre impérialiste est une contradiction objective et historique produite par le mode de production capitaliste, et ainsi irréductible tant que le rapport de domination de classe ne sera pas fondamentalement modifié. Ainsi, la tendance à la guerre se développera selon les nécessités capitalistes et atteindra probablement au déclenchement d'un conflit dans les centres, ce qui apparaît encore, pour la majorité d'entre nous, comme un mauvais scénario de science-fiction.

C'est de cette contradiction de classes qu'est issue la mobilisation populaire dans son ensemble, axée sur la concrétisation la plus évidente ici de la tendance à la guerre : l'implantation des missiles atomiques US.

Cette mobilisation populaire est hétérogène, son unité n'est qu'une apparence savamment entretenue grâce au fait que ses manifestations organisées se présentent sous certains dénominateurs politiques, idéologiques et moraux communs.

De la mobilisation populaire spontanée ont émergé naturellement des revendications partielles et diffuses limitées aux effets de la guerre impérialiste plutôt qu'à la compréhension de ses causes. Les CNAPD et VAKA se sont alors imposés pour, à partir des faiblesses inhérentes au mouvement spontané des masses, élaborer un programme politique petit-bourgeois pour contenir la mobilisation dans le cadre de la dictature bourgeoise. Par son apparente et illusoire « neutralité pluraliste », par son flou, son réformisme et son opportunisme, ce programme a été imposé comme celui représentant toute la mobilisation populaire.

Nous ne nous répéterons pas ici quant à l'analyse politique de ce programme petit-bourgeois, de son idéologie, de son réformisme, de sa non-violence capitularde, légaliste, parlementariste, de son nationalisme, etc... Dans notre communiqué contre les télécommunications de Bierset nous avons déjà, en novembre 1984 – il y a déjà un an, développé notre analyse sur cette question.

Ce que nous voulons souligner aujourd'hui, c'est que :

– la contradiction entre les peuples et la guerre impérialiste ne peut plus être réduite à l'actuelle mobilisation anti-missiles, notre seule existence l'atteste...

– la mobilisation de masse anti-missile ne peut être, dans son hétérogénéité de classe, réduite à la ligne politique du pacifisme petit-bourgeois.

Ceci mis au point (nous aurons encore l'occasion d'y revenir), il faut reconnaître que les forces politiques pacifistes de la petite-bourgeoisie ont pris une grande autorité sur la mobilisation de masses anti-guerre.

Et cette autorité leur permet d'entraîner les mobilisations de masse dans des directions bien précises, conformes à leur intérêt propre, c'est-à-dire dissocier la guerre impérialiste de sa matrice, l'impérialisme en crise, pour ôter à ces mobilisations toute réelle potentialité historique, tout avenir victorieux.

Est-il besoin d'illustrer la pacification (pour ne pas dire le sabotage) du mouvement spontané de masses contre la guerre ? Est-il besoin de rappeler la mystification du débat parlementaire où nous nous sommes fait rouler dans la farine par ce même parlement de complices, cette fameuse institution démocratique qui a donné toute la mesure de son servile attachement à l'ordre impérialiste ? Est-il besoin de désigner ceux qui ont organisé l'égarement de formidables forces populaires et qui aujourd'hui cherchent une combine pour nous fourvoyer encore plus loin ?

Qui peut, et comment peut-on encore prendre au sérieux, accorder le moindre crédit au ridicule « Rien n'est décidé » des CNAPD et VAKA qui présideront la manifestation de ce dimanche ?

Nous, Cellules Communistes Combattantes pour la construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires, disons : Si le mouvement de masses anti-guerre ne brise pas le carcan paralysant dans lequel les organisations pacifistes petites-bourgeoises l'ont enfermé, tout sera rapidement décidé ! Et pas seulement l'implantation de deux douzaines de Cruise en plus, mais bien le plongeon de l'Europe centrale dans l'enfer de la guerre moderne.

La lutte contre le pacifisme petit-bourgeois est une lutte incontournable pour le mouvement anti-guerre. C'est avant tout une lutte politique qui doit être menée au sein du mouvement de masse.

En cela, et c'est ce qu'il est fondamental de comprendre dans notre action, **l'attaque contre la direction du CNAPD n'est absolument pas dirigée contre la mobilisation anti-guerre, la manifestation de ce dimanche, mais seulement contre les directions pacifistes petites-bourgeoises qui brisent toutes les capacités de ces mobilisations à transformer réellement notre devenir.**

Nous n'appelons donc en aucun cas au boycott de la manifestation comme nous l'avons fait pour (et le ferons encore) la mascarade des élections. Nous savons déjà que cette position très claire de notre part sera largement falsifiée par les médias qui nous présenteront comme ennemi du mouvement de masse, mais nous savons aussi que l'intelligence des masses ne se satisfera pas éternellement des escroqueries et des contes de noël des pacifistes petits-bourgeois.

Et même plus, car si nous n'appelons pas au boycott de la manifestation, nous appelons, au contraire, à s'y investir plus, afin d'y porter le débat politique au sein du mouvement, car c'est la force qui nous manque pour contrer les efforts désespérés – mais encore efficaces – des petits-bourgeois pour désamorcer la contradiction fondamentale qui oppose les peuples à la guerre impérialiste.

Porter la ligne prolétarienne au sein du mouvement de masses anti-guerre contre les lignes politiques pacifistes petites-bourgeoises ne peut pas se limiter aux seules dénonciations de leur nature petite-bourgeoise. Pour mener à bien cette lutte, il s'impose de recadrer :

– le mouvement anti-guerre dans la contradiction opposant les peuples à la guerre impérialiste,

– la tendance à la guerre comme phase incontournable à la perpétuation du mode de production capitaliste.

C'est dans ce cadre que nous avons décidé et mené à bien l'incendie de la voiture de Galand. Il s'agit d'une action personnalisée et limitée.

Personnalisée, car Galand est l'élément central des lignes politiques pacifistes petites-bourgeoises, le président du CNAPD, est le responsable de nombreuses autres organisations non gouvernementales véhiculant cette ligne.

Ce « monsieur pacifisme » porte une responsabilité grave et délibérée dans les actuelles errances où s'essouffle le mouvement anti-guerre, responsabilité clarifiée par son rôle de taupe de la social-démocratie dans ce mouvement. Responsabilité délibérée car, alors que la politique atlantiste du PS est évidente, qu'Henri Simonet, à l'époque PS, est le premier responsable belge pour l'implantation des missiles ici, que le PS participa au vote parlementaire pour le déploiement, le même PS ne propose à aucun moment dans son programme, de remettre en cause cette implantation.

Comment qualifier autrement dans ces conditions les agissements de Galand vis-à-vis du mouvement de masses que comme du sabotage ?

Et en fonction de la gravité des responsabilités de Galand, on pourra s'étonner que nous limitions notre intervention à un simple avertissement comme la destruction de sa voiture. Cela est pourtant aisé à comprendre.

Le problème de la pénétration des lignes pacifistes petites-bourgeoises comme opportunité pour la bourgeoisie d'ôter au mouvement anti-guerre toute force réelle est une question politique qui ne se résoudra certainement pas par la simple attaque des directions petites-bourgeoises, mais au contraire par une lutte politique longue et complexe, même si elle est facilité aujourd'hui par le fiasco total de ces directions.

Cette bataille politique, nous la mènerons sans faillir, et nous appelons tous les militants sincères et révolutionnaires à s'y investir.

Quant au traître Galand, agent de la social-démocratie et fossoyeur objectif du mouvement anti-guerre, qu'il ne prenne pas cette position comme une possibilité offerte de continuer impunément ses sales trafics !

Tôt ou tard, et selon les progrès des révolutionnaires dans cette bataille politique, la justice prolétarienne lui demandera des comptes car on ne fourvoit pas le peuple sans en payer un jour le juste prix.

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE,
LA GUERRE CIVILE !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION COMBATTANTE DES PROLETAIRES !
Organisons-nous et frappons sans relâche !
EN AVANT VERS LA REVOLUTION COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Cellules Communistes Combattantes pour la Construction de l'Organisation Combattante des Prolétaires.

Un document de Frédéric Oriach : La lutte armée, nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution (1).

NTRODUCTION

La Révolution n'est pas un existentialisme mais un projet concret.

Nous nous disons communistes, ce n'est s comme revendication d'une identité ni mme affirmation morale, la volonté de comnisme peut d'ailleurs sans doute reposer r des motivations philosophiques assez dirses, mais comme référence à un sens et, ant tout, à un projet concret, précis, bien maiel. Société sans classe donc sans Etat, réaliion de l'humanité dans le sens de sa vocan, par la résolution dialectique des contrations qui maintiennent l'humanité potentieldans une phase primitive où l'humain est nié r la domination et l'exploitation de l'homme r l'homme. Cet espoir est le moteur et le but notre combat, l'action révolutionnaire sur istoire est donc la pratique devant réaliser t objectif. Nous précisons cela parce que p souvent, sous le poids de l'aliénation, la liquescence des volontés, la médiocrité laset l'instinct grégaire ont subverti l'espérance la volonté au profit d'une fuite lâche et frileudans une sorte de syndicalisme du quotin.

Alors nous parlons de Révolution, en redonnt à ce mot tout son sens, tout son poids, son trême précision et son absolue globalité. tre objectif est de faire la Révolution et non s d'« être des communistes » mais d'instaur le communisme comme nouveau rapport cial.

Cela détermine des choix politiques d'ordre ratégique. En effet, pour gagner notre libéran de l'exploitation et de l'oppression, il s'agit maîtriser notre situation au sein de l'Histoire. ans l'action sur le présent, c'est notre futur e nous construisons. C'est pour cette raison 'il serait historiquement suicidaire de déurner les aspirations révolutionnaires vers e volonté passéiste (même inconsciente) de opposer au sens de l'Histoire. Or, c'est ce qui produit lorsque certains en arrivent à propor comme alternative la régression vers des rmes de production et d'organisation sociale pré-capitalistes ou bien (parmi les plus soi-disant radicaux) lorsque l'action politique se contente d'être contre tout ce qui marque le développement capitaliste. Nous évoquons là l'anti-impérialisme quand il se limite à vouloir s'opposer aux effets de l'impérialisme, l'antimonopolisme, l'antifascisme, l'anti toutes sortes de choses faisant reposer toute la problématique sociale sur des idées gadgets en forme de monomanies obsessionnelles posant, par exemple, comme question principale la politique de l'énergie nucléaire, ou le racisme, ou l'impérialisme américain, ou la « préparation à a guerre », etc. Assez de gadgets ! La réalité ne se morcelle pas, soit on la comprend dans sa totalité complexe, soit on ne la comprend pas et on reste un réformiste en essayant de préserver on ne sait quels acquis faisant partie intégrante des mécanismes de la domination bourgeoise. « Droits de l'homme », « espaces de liberté », « Démocratie », « différences », « autonomie », etc..., longue litanie des valeurs bourgeoises.

Nous ne disons pas qu'il ne faille pas défendre à l'occasion ce qui peut parfois limiter la brutalité de l'oppression, c'est nécessaire comme la lutte économique est nécessaire pour la classe ouvrière dans les entreprises, simplement nous disons que faire de la défensive une politique (fut-ce de la défense « anti-impérialiste ») est objectivement réactionnaire. Etre révolutionnaire ce n'est pas être contre le développement historique du capitalisme mais au contraire être pour le dépassement de celui-ci. C'est être pour la destruction du capitalisme par son dépassement historique et non par la vaine tentative de ralentir son mouvement inexorable. Etre révolutionnaire c'est être résolument futuriste, vivre un projet, construire un avenir, faire surgir de nouvelles valeurs forgées dans le combat.

2. La réalité impérialiste dans laquelle nous nous trouvons.

Notre propos n'est pas ici d'analyser la situation actuelle et le fonctionnement de l'impérialisme mais d'expliquer le choix d'une politique armée pour prendre le Pouvoir et faire la Révolution. D'ailleurs ce n'est pas la situation objective du moment qui nous fixe nos choix stratégiques et nos projets, c'est seulement à partir de nos projets historiques qu'ensuite nous étudions la situation du moment afin d'y adapter nos tactiques de la façon la plus efficace (beaucoup, groupes combattants y compris, font le contraire en se laissant dicter leurs choix stratégiques par la situation du moment, ce qui fait qu'ils présentent comme « projets stratégiques » ce qui n'est que tentative plus ou moins partielle d'analyser les problèmes de l'impérialisme etc... et donc qu'ils n'ont aucune perspective historique). Mais chacun n'étant pas forcément au courant de l'ensemble de nos analyses et propositions, il peut être utile dans cette introduction de situer brièvement dans ses grands traits la situation impérialiste dans laquelle doit se dérouler notre combat.

La phase actuelle du développement de l'impérialisme se caractérise par une reconversion stratégique mettant prioritairement en avant l'aménagement des centres impérialistes eux-mêmes, alors que la phase précédente était tout d'abord marquée par l'expansion du mode de production impérialiste vers la périphérie. Cela ne signifie évidemment pas un désengagement de l'impérialisme hors du « Tiers-Monde » (= 3/4 du monde), sauf lorsqu'il y est obligé face à la montée des luttes révolutionnaires et de libération nationale. Au contraire on assiste dans les pays dominés au renforcement d'un mode d'exploitation toujours plus brutal, dont le caractère criminel apparaît dans toute son ampleur lorsque l'on sait que, grâce aux structures socio-économiques de ce mode de production, la moyenne de vie dans le Tiers-Monde ne dépasse pas 54 ans ou que l'on y compte plus de 300 millions de chômeurs complets. Le développement de l'impérialisme au sein duquel la France joue un rôle moteur, en particulier comme le second agent répressif après les USA et comme vecteur de l'impérialisme américain, implique un accroissement continuel des inégalités. En effet, alors qu'au XVIIème siècle l'écart entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre était de 1 à 2, il est maintenant de 1 à 40. Et cela ne fait que s'aggraver puisque selon la Banque Mondiale il faudra compter 700 millions d'individus dans un état de pauvreté absolu à travers les pays « en voie de développement » d'ici l'an 2000. Ce qui, selon cet organisme on ne peut plus officiel, se traduira par le fait que parmi les pays « en voie de développement » dont la croissance est la plus rapide, on ne peut compter que neuf pays qui puissent espérer rattraper les pays industriels, et cela au bout de 1000 ans ! A moins, bien sûr, d'un changement radical du mode de production.

Si l'on veut comprendre la nature réelle de la phase impérialiste actuelle de façon à y adapter les grandes lignes stratégiques que doit emprunter le mouvement révolutionnaire, il s'agit de bien saisir que la ligne de démarcation ne passe plus seulement entre les formations dominées et les métropoles impérialistes mais que cette même ligne de partage se prolonge au sein des centres impérialistes. Ce serait une grosse erreur de fonder une analyse révolutionnaire sur des critères purement idéologiques ou moraux, à partir du fait que l'exploitation des peuples du Tiers-Monde paraît beaucoup plus féroce et que, comparativement, le statut du prolétariat en Occident paraît privilégié. Certains poussent même ce jugement idéologique jusqu'à nier l'existence même du prolétariat occidental parce qu'il serait soi-disant partie prenante de l'exploitation des peuples du Tiers-Monde, ce qui aboutit alors à réduire la lutte révolutionnaire à l'expression d'une simple solidarité internationaliste, tiers-mondiste, hors du cadre principal pour chaque formation socio-économique nationale

qu'est la lutte des classes à l'échelle nationale. De telles positions caractéristiques de l'intellectualisme petit-bourgeois rejoignent le crétinisme des thèses anti-scientifiques, subjectivistes, d'un « embourgeoisement » de la classe ouvrière (que l'on compenserait alors par la fascination du marginalisme). Ce ne sont là que des justifications purement culturelles de la passivité actuelle de ceux qui se prétendent révolutionnaires et qui ne visent qu'à s'opposer à la radicalisation de la lutte des classes par une lutte armée communiste sous direction prolétarienne.

Loin de se dissoudre dans un bien-être matériel qui applanirait les différences entre les classes grâce à la redistribution équitable des super-profits extorqués aux peuples du Tiers-Monde, les inégalités sociales ne font que se renforcer à tous les niveaux. En France, par exemple, d'après l'INSEE, en 1980 ce sont 5% des ménages les plus riches qui possèdent 69% du patrimoine global, l'écart entre la fortune des 125.000 ménages les plus riches et les 10% les plus pauvres va de 1 à 1.000, cet écart ne faisant d'ailleurs qu'augmenter depuis la fin de la 2ème Guerre Mondiale. De plus cette situation est sujette à des variations régionales très importantes (contribuant d'ailleurs à remettre en cause les velléités de considérer l'Europe occidentale comme le champ unifié où pourrait se développer une politique révolutionnaire unique), quand on constate que plus de 5% de la population d'Europe du sud vit dans un état de pauvreté absolue.

Cette situation s'aggrave régulièrement pour le prolétariat. En 1985, cette année donc, l'INSEE relève que, sur le plan des salaires nets pour l'année 1984, 72% des salariés des secteurs privés et semi-publics gagnent moins de 5.660 FF par mois. En quatre ans de « socialisme à la française » le salaire des 10% de salariés gagnant le plus a augmenté plus vite que celui des 10% gagnant le moins. Les femmes en 84 touchent toujours un salaire inférieur en moyenne d'environ un quart à celui des hommes. Rien qu'en 84, le nombre d'actifs occupés parmi les 15-24 ans a diminué de 226.686 personnes; parmi 334.306 jeunes de moins de 24 ans devenus actifs entre mars 83 et mars 84, 140.193 sont devenus chômeurs et 124.889 travailleurs à statut précaire (seuls 69.224 sont devenus des salariés « normaux »).

La lutte des classes comme expression naturelle du conflit entre Travail et Capital rencontre les mécanismes économiques réglant les lois du marché et de l'accumulation-reproduction capitaliste, cette confrontation sur le prix de la force de travail participe à la tendance naturelle à la baisse du taux de profit qui n'a fait que s'accentuer durant l'actuelle période historique puisque celle-ci s'est caractérisée par le phénomène impérialiste comme expression de la reproduction élargie du capital hors des centres de production originels et qu'elle s'est heurtée à la résistance du prolétariat mondial à travers les luttes de libération nationale et l'extension des régimes socialistes.

Afin de compenser cette tendance à la baisse du taux de profit, il s'agit naturellement d'augmenter le taux d'exploitation. C'est ce qui est recherché par un déplacement du développement impérialiste du mode de production capitaliste vers les zones à fort taux de productivité, les métropoles impérialistes elles-mêmes. En y recherchant la mise en œuvre d'une exploitation plus intensive du travail et d'une augmentation, donc, du taux de productivité. La correspondance de ce processus dans les pays dominés est alors le renforcement du sous-développement par l'hyper-spécialisation dans des industries légères (en sous-traitance des industries des métropoles impérialistes) avec un faible niveau de qualification et des salaires très bas. Ce redéploiement impérialiste se situe dans un cadre dessiné par la dite « crise » économique. Mais ne nous y trompons pas, il s'agit d'une « crise » de croissance plus que de l'annonce d'une faillite qui serait prochaine et spontanée. Ce n'est pas pour rien que nous en sommes arrivés au point que les milieux financiers s'inquiètent de la défaite des socialistes aux prochaines élections : en quatre ans de social-fascisme les échanges boursiers ont été multipliés par quatre alors qu'ils avaient régressé sous le gouvernement précédent, la valeur d'ensemble des actions de la Bourse de Paris est passée de 200 milliards de FF en 81 à plus de 500 milliards en 85, le montant des emprunts est passé de 580 milliards de FF en 81 à 1.212 milliards en 84, les valeurs françaises (actions et obligations) ont grimpé de 16,4% en 84 et même de 56% en 83. Tout ne va donc pas si mal pour le capital ! La crise ne signifie donc pas en l'occurence un réel affaiblissement du capitalisme parvenu dans sa phase impérialiste développée, au contraire l'Histoire nous montre que le capitalisme progresse et se développe à travers les crises qui manifestent le jeu de ses contradictions internes. C'est dans ce contexte que nous nous trouvons actuellement.

II. LUTTE ARMEE ET ACTION POLITIQUE LEGALE

1. La lutte armée ne peut être le produit spontané du mouvement de masse.

Tout dépend de ce que l'on entend par lutte armée et du rôle qu'on veut lui donner. Il peut s'agir d'une simple forme de lutte, dont la spécificité serait seulement de se situer là où l'on perçoit un niveau de violence supérieur, la structure armée viserait alors à être le bras armé du mouvement de masse en assumant les niveaux de confrontation trop élevés pour les structures légales. Dans ce cas la structure armée serait issue de la structure légale et donc d'un processus de radicalisation au moins partielle de celle-ci, ce qui implique au départ des liens étroits entre les deux et la conservation de ces liens par une interprétation des deux structures. Dans cette perspective on peut donc se fixer comme tâche principale d'occuper au maximum les espaces définis par la légalité. Le développement de la guérilla se fait alors sous la forme d'un « mouvement » armé prolongeant le mouvement légal, de façon schématique c'est un peu le choix que faisaient des groupes comme Prima Linea à partir du mouvement autonome, le Mouvement du 2 juin, la fraction dissidente des Napap qui nous était opposée, d'Action Directe (au départ, leur problème c'est que cela a rapidement raté), etc...

Ces conceptions de la lutte armée correspondent en fait du point de vue théorique à ce qu'étaient les théories du mouvement autonome (dans ses versions subjectivistes comme dans ses versions ouvriéristes). Ce qui au niveau le plus fin correspond aux pensées, du genre Guattari-Deleuze, d'une molécularisation des luttes à travers un réseau de failles et d'espaces de liberté définis par des flux de désir que l'on pourrait traduire sociologiquement par la revendication de différences à remplir (autovalorisation de telle ou telle catégorie etc...). Il s'agit là d'une volonté de décodage, c'est-à-dire de mise à côté des territorialités assignées par les structures dominantes. Ce qui peut séduire mais il faut voir que cette déterritorialisation ne peut reposer que sur des désirs et des réalités qui sont produits ou constituants du fonctionnement structurel lui-même (à moins d'être philosophiquement complètement idéaliste). Ce qui fait que l'occupation des espaces soi-disant décodés ne correspond en fait qu'au remplissage et renforcement des lieux structurellement définis par le système dans le but de répondre à ses propres nécessités de fonctionnement (lieux de pouvoir ou d'exploitation). Ces choix me semblent donc en parfaite adéquation avec les intérêts du système actuel et de son processus historique permanent de développement et d'aménagement. Cela dans l'évolution préconisée par les économistes, sociologues, politiciens et prospectivistes divers du Pouvoir bourgeois, vers ce qu'ils appellent une société « duale » (dans un redéploiement des pouvoirs qu'en termes militaires on pourrait dire être une centralisation stratégique et une décentralisation tactique). Bien sûr, sous un langage « marxien » accompagnés de néologismes abscons et d'italianismes n'ayant ici aucun sens compréhensible [1], tout cela prône un parfait inter-classisme fondé sur la primauté du comportement culturel.

Mais la lutte armée conçue de façon subjectiviste, comme comportement socio-culturel qui serait l'expression d'un « espace » particulier parmi une mosaïque d'autres, comme une « différence », un des « mille plateaux », ne peut être qu'une pratique ghettissante et suicidaire. Aussi nous cherchons tout au contraire l'émergence et le développement d'un processus évolutif, organisé et politiquement centralisé, qui ne réponde pas à des espaces morcellés mais traverse au contraire l'intégralité de la formation historique. Nous posons la lutte armée comme instrument de stratégie révolutionnaire, de classe, organisée, à fonction historique. Chacun de ces termes devant être compris dans son acceptation la plus complète.

Cela veut dire qu'elle n'est pas une forme de lutte parmi d'autres, mais qu'elle se veut l'expression d'une politique visant à la transformation globale de la société. C'est donc très différent d'une démarche revendicative limitée et, au lieu de coller au morcellement structurel, elle cherche à recentrer les multiples contradictions en signifiant ce qui est en dernier ressort le moyen principal de résolution de la contradiction sociale. Cela dans la compréhension totalisante de la réalité, non pas par schématisme ou par un dogmatisme réducteur mais parce que la vérité est dans cette totalité de la réalité objective, totalité qui lui est donnée par le fait qu'il n'y a pratiquement plus un aspect de l'existence qui échappe au mode de production capitaliste. L'autre source de totalisation étant, bien entendu, le mouvement de l'Histoire (et on peut encore trouver au dessus de l'Histoire une autre force de totalisation, mais ça c'est un autre problème !), et le propre de ce mouvement de l'Histoire est de poser les questions en termes de classes, d'affrontements entre classes, de pouvoir à subir ou à exercer.

Précisons toutefois que cette conception n'entraîne aucun sectarisme quant à la diversité des pratiques et des opinions, car nous pensons que le mouvement organisé de lutte armée n'apparaîtra pas par la désagrégation des courants existant aujourd'hui mais par l'émergence parallèle d'un processus réellement nouveau; de la même façon que le mouvement bolchévique n'a pas eu besoin de l'extinction de la social-démocratie révisionniste et des courants socialistes-révolutionnaires ou libertaires, même s'il s'est appuyé sur la critique de ceux-ci, mais il s'est développé comme alternative nouvelle par le recours à la méthode scientifique d'un maxisme authentique comme instrument d'analyse de la totalité de la réalité russe de l'époque.

---

(1) cf. pour la version ouvriériste : le courant de l'ex-journal « Clash » et la fraction italianiste du journal également défunt « l'Internationale »; pour la version subjectiviste/marginaliste : le courant du petit journal « Confetti et Molotov ».

2. Les problèmes du passage du légal à l'illégal.

Le rapport entre l'espace du travail politique légal et les structures illégales n'est pas à considérer comme fixé à priori, mais dans la perspective dialectique du mouvement propre à chacun des deux types de structures. Ce qui permet de dégager trois schémas possibles :

1. que la guérilla apparaisse comme aboutissement de l'évolution des contradictions internes du mouvement légal et du processus de radicalisation/conscientisation de celui-ci;
2. que le mouvement légal soit la périphérie du noyau le plus radical, donc organisé et armé, et qu'il se développe autour de la guérilla;
3. que le mouvement légal et la structure armée se développent parallèlement dans cette interaction dialectique organisée que nous préciserons au long de ce texte.

La deuxième perspective semble difficile à réaliser, dans la mesure où la guérilla est de fait historiquement secondaire au mouvement légal et il faudrait donc une désagrégation de celui-ci pour que la guérilla soit l'espace central autour duquel il se développerait. De plus, il est évident que le développement de la lutte armée doit entraîner la conscientisation, la transformation idéologique et politique, l'extension des idées révolutionnaires, mais il n'est pas certain que cette extension se traduise par un développement du mouvement légal puisque si la guérilla agit sur le rapport de force c'est en exacerbant les contradictions, donc en favorisant l'élévation du niveau de violence de l'affrontement. Ce qui implique accroissement de la militarisation générale et de la répression, restreignant par là l'espace de liberté légale et donc la limitation objective des capacités de développement du mouvement légal.

La première perspective, que la guérilla soit un aboutissement de la radicalisation (partielle ou générale) du mouvement légal, constitue l'option qui nous est la plus souvent opposée. Si le mouvement légal peut donner le jour à la lutte armée, directement, ce ne peut être qu'à travers un processus insurrectionnel, on retombe alors dans l'illusion des groupes gauchistes pensant que le schéma léniniste de 17 est transposable à n'importe quelle situation historique et qu'il s'agit de préparer les masses grâce au militantisme légal (ce qu'ils font depuis soixante ans sans avoir progressé d'un iota) jusqu'à ce que la situation soit miraculeusement mûre pour le Grand Soir. Si dans cette perspective il ne peut y avoir de projet autre qu'insurrectionnel, c'est parce que l'on voit mal comment la guérilla, impliquant une structuration politico-militaire clandestine, pourrait se développer sur le même plan que le mouvement légal, dans la mesure où le caractère ouvert de ce dernier rendrait la guérilla trop perméable aux activités de renseignement et attaques de l'ennemi.

Ensuite, il y a deux blocages, l'un est idéologique, l'autre est politique.
Sur le plan idéologique. La différence entre lutte armée et action légale n'est pas quantitative mais qualitative. Le passage de l'une à l'autre ne peut donc se faire par une évolution linéaire et homogène mais uniquement par bonds. Ce qui fait que sur chaque problème il peut y avoir deux choix, l'un illégal, l'autre légal. Il ne faut jamais oublier que nous vivons dans un système de libéralisme politique, la forme politique de la dictature bourgeoise est ici la Démocratie, alors lorsque quelque chose nous mécontente il existe tout un choix de moyens légaux pour nous exprimer : manifs, tracts, journaux, bulletins de vote etc... Aussi la lutte armée est tout autre chose qu'un moyen ultime qui serait employé en désespoir de cause. Robespierre disait justement que tuer Louis XVI ne relevait pas d'un acte de justice ou d'une impossibilité de faire autrement mais d'une « décision politique », c'est ainsi qu'ici il nous faut considérer la lutte armée : non pas un ultime recours mais une pure décision politique, froide, choisie scientifiquement pour sa fonction dans une stratégie révolutionnaire rationnellement réfléchie.

D'autre part nous ne pensons pas que l'on puisse valablement ne pas voir la lutte armée dans sa fonction stratégique générale et limiter ainsi l'action illégale comme réponse ponctuelle à des problèmes bien circonscrits (antifascisme, antiracisme, antinucléaire etc...), parce qu'à moins d'avoir une vision étroite et morcellée de la réalité on voit que ces questions ne peuvent être isolées de leur contexte et que c'est donc se résigner à l'impuissance que de limiter une approche radicale à des secteurs particuliers.

Il existe une multitude de structures évoluant dans l'espace de la légalité, plus ou moins radicales, de contestation ou de revendication, qui peuvent être caractérisées par le fait de ne pas poser la question du Pouvoir mais uniquement du degré d'autonomie et d'aménagement à l'intérieur des cadres actuellement en place. Dans la mesure où il s'agit d'espaces morcellés, s'attachant chaque fois à un problème très spécifique, il ne peut y avoir en leur sein de transformation en vue de la lutte armée (si l'on s'entend sur celle-ci comme fonction d'une stratégie révolutionnaire réelle, c'est-à-dire incluant la prise du pouvoir d'Etat). Ces espaces légaux, à travers lesquels s'exprimerait la soi-disant « société civile » contre l'Etat, sont un peu comparables aux syndicats, ceux-ci sont des lieux majeurs de la résistance ouvrière, ce qui est une fonction nécessaire qui peut être maintenant étendue dans les secteurs autres que producteurs, étant donné l'extension actuelle du mode capitaliste sur tous les aspects de la vie. Mais, de la même façon qu'autrefois les syndicats ne pouvaient ni se confondre avec le Parti ni être la structure destinée à lui donner le jour, l'ensemble des organismes légaux ne peut être porteur de l'expérience, de la capacité de synthèse et de structuration organisationnelle qui sont nécessaires au développement d'une lutte armée à fonction véritablement stratégique. Comment, en effet, un collectif réuni par antifascisme ou contre la répression ou pour soutenir des prisonniers ou autre chose, pourrait dans le cadre de cette activité spécifique mener l'analyse historique nécessaire à un véritable projet révolutionnaire ?

3. Limites de la légalité et position de classes.

Une compréhension historique révolutionnaire ne peut apparaître qu'à partir d'une position de classe. Voilà sans doute le problème principal, vouloir transformer radicalement l'ensemble des structures sociales par la destruction de l'Etat bourgeois et la prise du Pouvoir, aller vers le communisme, cela implique d'avoir compris le mouvement de l'Histoire et s'y situer. Ce mouvement étant celui de la lutte des classes, il s'agit donc de se positionner en tant que classe, c'est-à-dire se donner les moyens pratiques et théoriques de cette dialectique qui fait de la réalisation du prolétariat en tant que classe la condition de son abolition, réalisation qui implique : identité de classe, conscience de classe, position de classe. Puisque les forces qui font l'Histoire sont les classes, le projet révolutionnaire ne peut que se confondre avec le processus d'acquisition de la conscience de classe par le prolétariat. Et on voit mal comment ce processus pourrait être constitué par le jeu de structures légales morcellées, limitées, généralement n'adoptant aucune position de classe, prônant au contraire l'interclassisme grâce à des confusions plus ou moins opportunistes visant à remplacer l'antagonisme des intérêts objectifs de classe par des contradictions entre des catégories déterminées par de simples comportements socio-culturels (l'« individu » contre l'Etat, le « jeune », une sensibilité individuelle à tel ou tel problème particulier, etc...). Les exemples les plus comiques peuvent en être trouvés dans ce qu'était la mouvance autonome et les influences qui en restent, lorsque nous voyons inventer un concept de « jeune prolétaire » (ou, plus récemment et encore plus drôle : le « prolétaire urbain », ce qui ne veut strictement rien dire), concept incluant pour ceux qui le manient le jeune travailleur (comme s'il avait d'autres intérêts que le travailleur plus âgé !), le zonard, le lycéen en phase de rupture adolescente, l'étudiant travaillant pendant ses vacances et aux comportements culturels un peu différents de ceux qu'il adoptera quand quelques années plus tard il aura acquis sa situation de cadre ou de patron.

Cet espace de l'activité politique légale est donc morcellé par des spécialisations interclassistes, alors que la lutte armée doit être l'expression d'un projet révolutionnaire organisé, dont l'existence ne peut reposer que sur des positions de classe, dans la construction de la concience de classe.

Sur le plan politique, les limites d'évolution des structures légales ont des causes externes et des causes internes.

Les causes externes sont dûes en particulier à l'évolution des mécanismes du pouvoir social selon les nécessités du développement de l'impérialisme. Nous y voyons les extraordinaires capacités d'absorption et de récupération par le pouvoir bourgeois (si les sociologues, psychologues etc... sont payés par l'Etat pour étudier et impulser mouvements « alternatifs » et « nouveaux mouvements sociaux », ce n'est pas pour rien...). La tendance est à l'extension du salariat et de la prolétarisation, vers une bipolarisation sociale croissante. Le pouvoir politique doit s'adapter à cette réalité dont la caractéristique est de nécessiter (pour éviter la fracture) un commandement renforcé, une domination plus complète et efficace, cela passe par la volonté d'éclater la lutte des classes en brisant l'homogénéité interne des ensembles de classe. Le Pouvoir bourgeois cherche à remplacer le concept de classes dans la conscience collective par une notion d'appartenance à des catégories de comportements socioculturels (« jeunes », écolos, homosexuels, punks, « peuple de gauche » et tutti quanti). Un parfait exemple est l'invention, par les managers du social-fascisme et du sionisme, de la notion de « Beurs », afin de tenter d'une part de briser l'identité arabo-islamique et d'autre part de tenter de briser l'identité sociale de classe du prolétariat immigré arabe. Quand ce n'est pas par le comportement culturel ou par la sensibilité idéologique, ces catégories peuvent se faire fabriquer par une caractéristique économique secondaire mais érigée de telle sorte qu'elle soit considérée comme prenant le pas sur les rapports de production.

Dans l'organisation par la dictature bourgeoise (ses mass-médias et structures de pouvoir intellectuel) de la suprématie du sociologique sur l'économie politique, l'espace de la légalité, parcouru par la nébuleuse des collectifs associatifs et des mouvements dits alternatifs, se voit confier la tâche d'hétérogénéiser les intérêts de classe, d'absorber les contestations en leur fournissant des espaces de liberté où s'ébattre, de paralyser les tendances subversives en les réorientant dans le sens de l'ordre établi.

Alors que l'impérialisme organise la grande concentration monopoliste et la mondialisation du mode de production capitaliste, il peut se permettre de dégager des espaces sociologiques et idéologiques livrés à des formes d'autogestion (excluant de toute décision

quant aux questions fondamentales). Espaces d'expression et de défoulement qui peuvent être occupés à l'infini, puisque lorsqu'un groupe ou un courant ne satisfait plus il suffit d'en créer un autre à côté, accroissant ainsi l'hétérogénéité et l'impuissance. Alors il faut saisir que l'espace d'existence politique délimité par la légalité est précisément celui par lequel fonctionne, se développe et évolue le Pouvoir impérialiste lui-même. Aussi, plus l'espace de la légalité sera rempli, plus sa fonction sera réalisée et donc moins il sera le lieu possible d'une subversion réelle.

Il y a également des causes internes expliquant l'impossibilité d'un passage évolutif du mouvement légal à la lutte armée. C'est que le dit espace de la légalité fonctionne en instaurant et en distribuant des pouvoirs, pouvoirs qui ne peuvent se perpétuer donc, que grâce au fonctionnement de la légalité. C'est ainsi l'espace privilégié de la petite bourgeoisie, là où elle peut remplir la fonction politique spécifique qui lui est assignée, c'est-à-dire où se joue la gestion de l'idéologique et du politique de la dictature bourgeoise. La petite-bourgeoisie est la courroie de transmission politique entre la bourgeoisie capitaliste et les masses prolétariennes, elle est pleinement dépositaire et gardienne des intérêts du capital.

Et c'est bien ainsi la petite-bourgeoisie intellectuelle qui gère les mouvements légaux, tous les mouvements « alternatifs », anti-répressifs, les groupes gauchistes, les mouvements de solidarité, de création culturelle, de réflexion, tous les organes d'expression.

Comment imaginer que les détenteurs d'un tel pouvoir politique et idéologique pourraient l'abandonner avec le sourire ? Car le passage à la lutte armée implique l'abandon de ce pouvoir, non pas qu'elle exclue la hiérarchie ou la participation de petits-bourgeois mais uniquement parce que dans l'espace de la légalité le pouvoir de cette catégorie sur les mouvements idéologiques et politiques fait partie intrinsèquement de sa fonction officielle, attribuée par les rapports de production et rétribuée généralement par l'Etat, rapport évidemment impossible quand on mène une lutte armée !

Chacun a alors en tête d'innombrables exemples qui montrent bien, pour les raisons que nous venons d'évoquer, l'impossibilité de se libérer progressivement du pouvoir de la petite-bourgeoisie dans les structures légales. Dès que cette catégorie voit le pouvoir lui échapper, elle réagit en s'opposant, en sabotant, en trahissant, en détruisant les structures dont elle a la direction effective. Ce pouvoir lui échappe dans l'illégalité, ne serait-ce que par la nécessaire clandestinité de l'action qui entraîne la rupture entre l'activité professionnelle et para-professionnelle publique d'une part et l'activité politique d'autre part (alors que la singularité existentielle de la petite-bourgeoisie intellectuelle se fonde justement sur la non-séparation entre l'activité sociale salariée et l'activité sociale gratuite). C'est sans doute d'ailleurs pour cela que la caractéristique psychologique de la petite-bourgeoisie intellectuelle confrontée aux questions de la lutte armée c'est la paranoïa aiguë, se croire l'objet d'un complot, adopter une vision policière de l'histoire en voyant partout des infiltrations et des manipulations, se croire menacée par le fascisme, la guerre ou on ne sait quoi encore, se complaire dans l'analyse descriptive des pratiques de la répression pour mieux se persuader qu'il est préférable de rester chez soi. Voilà donc une nouvelle raison pour laquelle le passage du mouvement légal à la lutte armée ne peut correspondre à une progression linéaire, de trop nombreux blocages politiques, idéologiques, mais aussi psychologiques et policiers, s'opposent à une radicalisation progressive, au sein d'un cadre légal, qui puisse conduire à un processus véritablement révolutionnaire donc de lutte armée.

Ces lignes ont un objectif précis, parler de la fonction de la lutte armée telle qu'elle est nécessaire ici et aujourd'hui, aussi nous n'allons pas discuter du travail politique légal ou ne l'évoquer que par rapport à la lutte armée. L'action politique légale fait l'objet d'autres discussions. Nous situerons simplement, avant de les retrouver plus précisément, les grandes caractéristiques de l'action légale dans son rapport à l'action armée et dans sa nécessité générale:

— C'est le cadre dans lequel le combattant communiste doit acquérir l'expérience politique militante qui est nécessaire à son efficacité dans la guérilla.

— L'action légale favorise la prise de conscience révolutionnaire des masses populaires qui sont ainsi plus sensibles aux objectifs de la lutte armée révolutionnaire et, bien entendu, aux nécessités de son développement quantitatif (sans articulation à une action politique légale, largement publique, une guérilla serait condamnée à l'isolement par rapport aux masses donc à végéter, à ne pas se développer et à voir son sort uniquement déterminé par les aléas de la répression).

— L'action politique légale constitue l'espace à travers lequel les forces communistes combattantes peuvent construire leur ligne politique, adopter de justes orientations stratégiques et suivre une pratique correcte répondant aux intérêts objectifs et subjectifs des larges masses prolétariennes. Car l'action politique légale est le cadre principal d'application de la ligne de masse : partir des masses pour retourner aux masses, par l'enquête politique systématique doivent être saisis les besoins et capacités réels des masses populaires, il doit en être tiré une ligne d'action représentant la synthèse des idées les plus avancées des masses (car les idées justes viennent des masses, uniquement des masses, et pas de l'analyse de ce que racontent les gestionnaires ennemis. On en apprend plus au comptoir d'un café populaire que dans les derniers rapports de la Trilatérale, de l'OTAN ou autre, du moins si on veut faire la Révolution). Cette synthèse doit être effectuée grâce aux divers instruments à notre disposition, en particulier le marxisme-léninisme, mais aussi l'intuition que nous donne le fait de partager les problèmes concrets des masses, comme l'intuition de ce qui est juste et du sens profond de notre longue marche. Cette synthèse doit ensuite être restituée aux masses par l'information, l'agitation, la propagande militante, les actions révolutionnaires. Puis l'impact de l'intervention politique, armée ou pas, doit être évalué au sein des masses et donner lieu à une nouvelle synthèse, et ainsi de suite, selon un cheminement dialectique.

— L'action politique légale est le cadre où le combattant acquiert ses motivations et sa détermination idéologique, ce qu'il ne peut faire qu'en connaissant les conditions réelles de la vie des prolétaires, connaissance qui pour être objective nécessite de partager les luttes des masses.

— Le cadre d'action légale à privilégier pour les combattants communistes n'est pas celui des structures « alternatives » ou de contestation de telle ou telle institution, dans la mesure où ces structures sont le plus souvent interclassistes et concernent surtout des catégories petites-bourgeoises ou marginales qui pour être remuantes n'en présentent pas moins un intérêt nul pour la Révolution. Le cadre de l'action politique légale doit donc être uniquement déterminé par l'analyse de classe, par l'analyse objective de la composition sociale du milieu où l'on intervient, à qui on s'adresse. Par conséquent ce cadre doit être prolétarien, nous devons nous adresser à la classe ouvrière et aux autres couches authentiquement prolétaires, ce qui doit être considéré objectivement et non pas subjectivement. Le prolétariat est déterminé par sa place objective dans les rapports de production et non pas par des critères subjectifs tels que la « révolte », la délinquance ou autres comportements minoritaires, d'autant que ce type de critères subjectivistes désignent généralement des catégories de la petite-bourgeoisie ou du lumpenprolétariat, c'est-à-dire des catégories qui pourront peut-être suivre en partie la Révolution mais qui ne pourront en aucun cas y jouer un rôle autre que totalement secondaire.

III. ACTUALITE DE LA QUESTION DE L'ETAT

1. Lutte des classes ou lutte contre l'Etat ?

Une question très importante que nous rencontrons souvent chez nos contradicteurs, que ce soit ceux qui s'opposent à la lutte armée ou que ce soit ceux qui comme Action Directe ou certains groupes anarchisants ont des pratiques de lutte armée mais sur des bases non-marxistes, c'est le problème de l'Etat, la conception que l'on en a et comment celle-ci s'insère dans notre combat.
Objectivement l'Etat n'est rien d'autre que l'instrument de la dictature d'une classe, donc aujourd'hui l'instrument de la bourgeoisie. Bien sûr, en tant que communistes, nous voulons aboutir à l'abolition de tout Etat puisque nous combattons pour une société sans classe et que l'Etat ne s'explique que par l'existence des classes. Cependant, nous ne confondons pas les causes et les effets, un système de société et un simple rouage de celui-ci, une classe dominante et son organe politique, administratif et militaire de domination. L'ennemi principal n'est certainement pas l'Etat, et, bien sûr, encore moins les quelques structures bureaucratiques transnationales par lesquelles les Etats de l'impérialisme tentent vainement d'introduire un peu d'ordre gestionnaire dans l'anarchie qui caractérise leur système (mais cela, nos nouveaux socialistes-révolutionnaires, luxembourgistes et néo-bundistes, version armée, ne le comprennent pas, c'est à se plier de rire...).
Nous n'allons pas non plus remplacer l'idée d'un grand méchant loup d'Etat par celle d'horribles bourgeois égoïstes et avides, ce qui est en cause ce ne sont pas en premier lieu des individus ni leurs appareils bureaucratiques, ce qui est en cause c'est fondamentalement un mode de production, le mode de production capitaliste qui est à la base de l'ensemble du système de domination dont l'Etat etc... Considérer comme « ennemi principal » l'Etat en soi ou la bourgeoisie en soi, revient à ne considérer que des symptômes car on ne détruira ni la bourgeoisie ni l'Etat si on ne détruit pas l'actuel mode de production.

Mais il est vrai qu'est actuellement très répandue la tendance à concevoir l'Etat comme une sorte d'ogre, responsable universel de tous les maux. Si on ne considère pas l'Etat comme produit d'un certain mode de production, c'est qu'il serait le fruit d'une imaginaire « nature humaine » se traduisant par un goût du pouvoir chez certains individus. Thèse qui se manifeste alors par des théories utopiques ou alors par le réformisme. Réformime qui s'exprime sous les trois tendances suivantes, principalement. La dite extrême-droite, néo-libéraux et « nouveaux philosophes », souvent gauchistes recyclés dans l'anti-communisme et le sionisme fanatique au service de la défense de la Démocratie, dont la thèse est de proposer un Etat du moins d'Etat possible, comme dit Bernard-Henri Lévy. La deuxième grande tendance est celle du « centre » traditionnel, c'est-à-dire le social-fascisme tel qu'il règne en France (la social-démocratie caractérisait déjà les régimes précédents, en particulier celui de Giscard qui était peut-être même encore

plus social-démocrate que la bande à Mitterrand, et la social-démocratie sera encore le caractère principal du régime politique français après 86 et 88). Dans ce courant nous pouvons placer tous ceux qui sont des parasites du pouvoir bourgeois, ceux qui sont « à la gauche de la gauche », les groupuscules gauchistes dont le néo-révisionnisme se concrétise par leurs reptations de misérables quémandeurs de strapontins au sein de la social-démocratie; ceux-là ont contribué à la victoire électorale du Porc Suprême, Mitterrand, au nom d'un « moindre mal », et nous les verrons, éternels prostitués, voter en 86 et en 88 pour la Gauche sous prétexte de barrer la route à la soi-disant Droite et au soi-disant « fascisme ». Il y a enfin un troisième courant, dont l'image est d'extrême-gauche mais que nous désignons sous le concept de radical-réformisme. Ce sont des autogestionnaires, des courants « alternatifs », des groupuscules relevant – consciemment ou non – des théories de l'Autonomie, dont l'objectif est de s'aménager des espaces morcellés et interclassistes définis par des comportements culturels, des « désirs » se déconnectant de la lutte des classes et du mouvement de l'Histoire, recherche donc d'aménagements et mentalité d'assistés contestant l'Etat mais sans cesse revendiquant des statuts reconnus par l'Etat, davantage de services, de salaires indirects, etc...

Toutes ces tendances, y compris celles qui font de l'« anti-impérialisme » sans ligne de classe concrète et donc sans viser à la prise du Pouvoir, se rejoignent finalement en ce qu'elles font de l'Etat l'objet central, qu'elles veuillent le diminuer, le renforcer ou le gérer, en faire un meilleur distributeur de services ou développer des espaces d'autonomie isolant l'Etat. Le principe est le même : voir les institutions comme ce qui est premier (l'Otan ou l'Edf ou l'administration pénitentiaire ou l'école etc...), ne pas poser comme principale la question du mode de production, ne pas tenir compte du mode de développement des contradictions constituant le sens de l'Histoire, ignorer la lutte des classes et la remplacer par des aspirations de catégories socio-culturelles, comportementales, subjectivistes, de supposées contradictions gramsciennes entre « pays légal » et « pays réel », Etat contre « Société », « classe dirigeante » contre « peuple », ou autres conceptions idéalistes qui marquent profondément jusqu'à certains groupes de guérilla en Europe de l'Ouest.

2. Il faut tenir compte de l'évolution des formes de l'Etat, dans le combat pour nous en emparer.

Notre critique est donc tout à fait radicale contre les thèses considérant l'Etat comme étant en soi l'ennemi principal. Cependant il convient d'aller un peu plus loin car il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse. En effet, dans la mesure où l'on veut abolir l'actuel mode de production et renverser la bourgeoisie, on se trouve forcément confrontés aux instruments de contrôle, gestion, répression donc à l'Etat. La Révolution implique de briser tous les instruments de l'ancienne société, en particulier de détruire son Etat. Pour le prolétariat, prendre le Pouvoir c'est aussi prendre les pouvoirs actuellement gérés par l'Etat bourgeois. C'est peut-être une évidence mais elle est à rappeler car il ne s'agit pas de considérer non plus l'Etat comme un instrument quasiment neutre, qui changerait simplement de mains ou qui s'écroulerait automatiquement au cours du processus révolutionnaire (au contraire, il se renforce au fur et à mesure qu'avance le procès révolutionnaire). D'autant que le caractère d'une pure instrumentalité de l'Etat légitimerait l'utilisation de celui-ci par les forces communistes durant la phase pré-révolutionnaire, donc il faudrait admettre l'électoralisme, le parlementarisme, la possibilité d'une conquête pacifique du pouvoir d'Etat. Ce contre quoi nous n'avons rien à priori, ce serait parfait si des élections pouvaient remplacer la guerre civile. Mais aujourd'hui et ici ce n'est pas le cas, la révolution prolétarienne exige la totale et violente destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Il faut bien voir que le choix ou le rejet du parlementarisme ne relève pas de questions de principes mais de positions dictées par l'analyse objective de la réalité actuelle. Par exemple, la situation était différente et permettait des formes de parlementarisme dans la Russie préparant 17, car on s'y trouvait alors devant un processus de double révolution, c'est-à-dire d'une révolution démocratique (impliquant donc démocratie, parlementarisme, légalisme, etc...) servant de tremplin à une révolution prolétarienne, ce qui n'est évidemment pas le cas ici et maintenant où la révolution démocratique bourgeoise est achevée depuis pas mal de temps. Cette réalité actuelle nous montre également que si le système socio-économique est toujours le même par son fonctionnement qu'à l'époque où Marx en expliquait les mécanismes, il n'en a pas moins subi depuis ce temps de profondes modifications correspondant à son développement naturel, à sa maturation. La description que Marx ou Lénine pouvaient donner de la fonction de l'Etat est toujours juste et se confirme même toujours davantage à travers le temps. Cependant ce qui est exact est l'explication du fonctionnement et non pas la description d'une forme historiquement donnée qui se perpétuerait immuablement. Car la forme de l'Etat bourgeois est constammentmouvante en fonction du développement du mode de production capitaliste. Aussi, si nous pouvons penser que l'utilisation révolutionnaire de l'Etat bourgeois est aujourd'hui à exclure et qu'il semble nécessaire de nuancer quelque peu la conception de l'Etat comme simple instrument de domination et simple expression politique du pouvoir de la classe dominante, c'est que cette analyse restant toutefois exacte dans l'absolu se doit d'être précisée devant les transformations objectives intervenues dans la nature de l'Etat au cours du développement capitaliste aujourd'hui dans sa phase impérialiste moderne.

3. L'Etat impérialiste, fonction du capital.

En effet, aujourd'hui moins encore qu'autrefois, on ne peut séparer le combat anticapitaliste qui relèverait de la lutte des classes en général et un combat contre l'Etat qui serait lutte politique ou politico-militaire comme si l'Etat n'était qu'un simple instrument comme la police ou l'armée, un obstacle sur le chemin du pouvoir prolétarien. Car si l'on admet d'une part que l'Etat est une production de l'organisation des rapports de classe à un moment historiquement déterminé de leur développement et que d'autre part le mode de production donnant naissance aux rapports sociaux (donc aussi à l'Etat) se développe donc se transforme, alors il faut admettre que l'Etat évolue relativement à cette transformation, se développe, mûrit, se transforme.

Dans quel sens a lieu cette transformation ? Elle est la traduction au niveau de l'Etat de l'extension du mode de production capitaliste. Dans toutes les directions et profondeurs du tissu social. Chacun peut constater à quel point les moindres manifestations de la vie sociale et même individuelle sont de plus en plus conditionnées par l'actuel mode de production. Un mode de production dont l'existence est inséparablement liée aux mécanismes de l'accumulation/reproduction du capital. Mécanismes dont la contradiction interne se manifeste par la tendance à la baisse du taux de profit, baisse tendancielle provoquant une extorsion de la plus-value relative de plus en plus croissante par rapport à celle de la plus-value absolue. Cet accroissement de l'importance de la production de la plus-value relative est à la base économique de la plupart des phénomènes décrits comme spécifiquement afférents à l'étape actuelle de la société occidentale, c'est-à-dire toutes les formes que d'aucuns ont désigné sous le concept de « société de consommation » (notion évidemment trompeuse mais qui a acquis un sens familier que chacun comprend). Recherche du profit jusque dans les plus petits gestes quotidiens, totale suprématie de la valeur d'échange sur la valeur d'usage, production non seulement de biens d'usages plus ou moins fétichisés mais aussi production de besoins et même, en quelque sorte, de besoins de besoins. Rentabilisation par le gaspillage, rentabilisation de l'ensemble des activités humaines donc aussi de tous les plaisirs, des sentiments, de tout ce qui relève du psychologique et du culturel. Extension galopante de l'aliénation et de la réification.

Et c'est dans le cadre de ce développement de l'aliénation et du renforcement de l'extorsion de plus-value relative que l'Etat se voit attribuer un rôle plus étendu que ne le serait celui d'un simple instrument. Un rôle plus étendu mais aussi plus diffus, dans le sens de la fusion et de l'articulation générale de tous les appareils organiques ou de commandement du capitalisme c'est-à-dire de ce complexe social, économique, idéologique, politique, militaire qui fait que le capital n'est pas une simple catégorie économique mais, selon la formule de Marx, un rapport social. L'interpénétration du capital et de l'Etat correspond alors au sens du développement capitaliste historique, ce qui correspond un peu à ce qu'en dit Mario Tronti[1] : « Plus le développement capitaliste avance, c'est-à-dire plus la production de la plus-value relative pénètre et s'étend partout, plus le circuit production-distribution-échange-consommation se parfait inéluctablement; c'est-à-dire que le rapport entre production capitaliste et société bourgeoise, entre usine et société, entre société et Etat, devient de plus en plus organique. Au niveau le plus élevé du développement capitaliste le rapport social devient un moment du rapport de production, et la société tout entière devient une articulation de la production, à savoir que toute la société vit en fonction de l'usine, et l'usine étend sa domination exclusive sur toute la société. C'est sur cette base que la machine de l'Etat politique tend de plus en plus à s'identifier à l'image du capitaliste collectif; elle devient de plus en plus une propriété du mode capitaliste de production et donc une fonction du capitaliste ».

Concrètement, cela va plus loin que la fonction keynésienne de l'Etat bourgeois à travers les modes de planification et d'intervention d'Etat dans l'économie; c'est lié à la croissance de la part du capital financier donc des mécanismes étatiques monétaires transnationaux également, le rôle croissant de la fiscalité, celui de l'Etat-patron dans le secteur public qui prend toujours plus d'importance, exercice de monopoles capitalistes directement par l'Etat, rôle de celui-ci dans la formation de grands monopoles impérialistes. C'est évidemment dans le même sens que se situent les rapports de l'Etat aux médias, le rôle central de l'Etat dans la manipulation de masse non seulement pour protéger l'ordre capitaliste, la paix sociale

(1) Citer cet auteur ne signifie pas en adopter l'ensemble des thèses ! Et la métaphore de l'usine ne doit pas être rapportée aux simplismes réducteurs des Autonomes sur l'« usine sociale », le « prolétaire urbain » et autres « néo »-bouffonneries !

et la reproduction des institutions superstructurelles, mais aussi comme vecteur directeur de constitution ou d'extension des espaces socio-économiques et idéologiques où se joue (en particulier par la création de besoins artificiels) l'extorsion de la part de la plus-value relative indirecte, c'est-à-dire non-issue de l'activité salariée de production.

. Un autre phénomène majeur de cette évolution de la fonction de l'Etat c'est, bien entendu, son rôle dans la régulation du marché du travail mais aussi et surtout dans la répartition des revenus, il faut en effet savoir que le quart des revenus de la population active salariée est constitué par le « salaire indirect », c'est-à-dire par l'ensemble des prestations sociales d'Etat.

Par conséquent, l'Etat bourgeois moderne joue de plus en plus le rôle d'un capitaliste, il tend toujours davantage à se confondre avec le capitalisme lui-même, à être une fonction du capital. Aussi, on ne peut plus se contenter de le considérer comme un simple outil de domination bourgeoise, dont le caractère d'instrument lui conférerait une sorte de neutralité défensive qui pourrait dans ce cas permettre d'investir cet Etat-instrument pour l'utiliser contre la bourgeoisie, au même titre qu'un canon est neutre et peut servir autant contre la bourgeoisie que contre le prolétariat. L'Etat moderne est beaucoup plus que le « conseil d'administration » que la bourgeoisie s'était donnée pour gérer ses intérêts politiques. Il n'est plus seulement « capitaliste » par le fait d'être au service du capitalisme mais parce qu'il fonctionne lui-même comme capitaliste. Et c'est comme tel qu'il nous faut l'attaquer, non comme simple obstacle au mouvement révolutionnaire et parce qu'il serait répressif mais parce qu'il est partenaire à part entière de la lutte des classes. L'attaquer, donc, de la même façon que dans l'usine on s'attaque au patronat, sans en faire pour autant une cible symbole et obsessionnelle qui personnaliserait, en quelque sorte, le capitalisme alors qu'il est évident que c'est l'ensemble du système et donc, à la base, le mode de production capitaliste lui-même qu'il nous faut détruire historiquement. Et le processus de cette destruction passe par l'attaque dès aujourd'hui contre l'intégralité des articulations et fonctions de la domination bourgeoise.

IV. LA LUTTE ARMEE REVOLUTIONNAIRE ET LE MARXISME

1. Le marxisme-léninisme, méthode vivante, ne rejette aucune forme de lutte.

Comment vient se situer la lutte armée révolutionnaire ?
Les critiques les plus dignes de considération qui nous soient adressées contre nos conceptions de la stratégie et de la tactique révolutionnaires s'appuient – ou prétendent s'appuyer – sur la référence aux anciennes solutions stratégiques que la méthode marxiste a suscité dans l'histoire du mouvement ouvrier. C'est donc sur ce plan que nous nous situerons. Cependant, nous ne prétendons pas avoir réponse à tout ni clore le débat, il ne s'agit ici que de présenter trop brièvement quelques grandes lignes qu'il faudrait évidemment détailler et approfondir bien davantage.

Tout d'abord il convient de ne jamais oublier que les grands théoriciens du marxisme ont décrit des mécanismes, des fonctionnements qui sont toujours actuels, d'autre part ils ont élaboré le matérialisme historique et dialectique comme mode de compréhension active de la réalité objective et des processus historiques qui l'expliquent. Ensuite ils ont formulé des solutions politiques, mais celles-ci n'ont certes pas de valeur universelle, contrairement au matérialisme historique et dialectique, ces solutions ne correspondent qu'à l'application des méthodes d'analyse marxistes à des situations historiquement déterminées et elles ne peuvent donc pas être reportées sans modification d'une époque sur l'autre ou d'une réalité nationale à une autre. Il est évident que les solutions valables à l'époque de la « révolution » industrielle ne sont pas les mêmes que celles qui s'appliquent durant la phase du capitalisme monopoliste et encore moins que celles qu'il s'agit de mettre en œuvre à l'époque où l'impérialisme est la forme hégémonique du mode de production capitaliste. Le marxisme-léninisme s'oppose radicalement à tout dogmatisme, à tout automatisme des solutions tactiques et stratégiques, il indique des méthodes vivantes pour trouver à chaque époque et dans chaque situation les méthodes qui conviennent, en dehors de toute application mécanique d'une théorie qui serait alors transformée en dogme. C'est d'ailleurs ce qu'explique lui-même Lénine :

« C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera inévitablement l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. [...] En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect historique. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'abc du matérialisme dialectique. A des moments distincs de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc..., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales et, par la suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste ».

Cela signifie pour le moins que la lutte armée comme principale forme de lutte d'une stratégie révolutionnaire ne peut être exclue a priori comme contradictoire avec la théorie marxiste.

2. Le terrorisme révolutionnaire est une forme de lutte utile et nécessaire, faisant partie de notre patrimoine communiste.

Se pose alors une question de signification, celle du terme « terrorisme ». Ce concept a subi un glissement de sens à travers l'Histoire. Il est employé de façon très péjorative par les médias, il semble que ce soit ainsi depuis la dernière guerre mondiale à partir de l'emploi négatif de ce terme par les propagandistes nazis. Avant cette époque ce mot était moins chargé d'un jugement de valeur et d'émotivité, il désignait simplement une forme particulière d'action politique : action violente destinée à provoquer la terreur de ceux qu'elle vise. C'est ce sens qui est utilisé par les théoriciens historiques du marxisme, qui ne désignent là que la forme de certaines actions, sans connotation péjorative. Pour eux, le terrorisme diffère des actions liées à l'insurrection en ce qu'il peut accompagner l'ensemble du processus révolutionnaire sans être limité comme l'insurrection à une phase ultime. Mais il n'en reste pas pour autant limité à un simple rôle ponctuel et Engels en indiquait déjà une fonction stratégique:

« Pour abréger, pour simplifier, pour concentrer l'agonie de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle, il existe un seul moyen : le terrorisme révolutionnaire ».

C'est explicite ! Cependant, il faut reconnaître que cette citation peut être interprétée dans un sens restrictif, c'est-à-dire posant le terrorisme comme une sorte d'adjuvant, certes stratégique et non pas seulement tactique, puisqu'il a pour Engels une action générale, historiquement étendue, mais qui semblerait surtout destiné à l'exacerbation des contradictions, à radicaliser et accélérer l'affrontement des classes, sans pour autant octroyer au terrorisme une fonction sur le plan du développement politique proprement dit (lié à l'organisation etc...). Dans cette citation terrorisme et Parti n'apparaissent pas clairement liés, mais nous verrons qu'ils le sont, que le terrorisme a sa place dans le processus de construction du Parti et que le terrorisme doit être dirigé, organisé, par le Parti. Le terrorisme révolutionnaire n'est pas une forme de lutte individuelle et que l'on pourrait simplement laisser se dérouler spontanément comme une forme de résistance immédiate du prolétariat. L'avant-garde disent Marx et Engels :

« Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux représailles de la vengeance populaire sur des individus haïs ou des édifices auxquels sont liés des souvenirs odieux, il ne faut pas simplement tolérer ces représailles, mais prendre directement en main leur direction ».

Les bolchéviques soutenaient fermement les actions de type terroriste, Lénine l'affirme suffisamment, il suffit de voir son texte sur « La guerre de partisans », le recueil de « textes sur la jeunesse » où il engueule les jeunes qui ne fabriquent pas assez de bombes et dit qu'il est juste de tuer des responsables de la répression, de récupérer de l'argent dans les banques comme le faisaient les bolchéviks (voir les fameux braquages de Staline à Bakou en 1904...).
Mais, attention, il ne s'agit pas pour nous d'expliquer l'actuelle nécessité de la lutte armée en plaquant les analyses du début du siècle sur la réalité moderne. D'autant que pour Lénine l'emploi du terrorisme ne pouvait être qu'une forme de lutte subordonnée à l'action de masse et à l'action politique non-militaire du Parti, et, ce qui est fondamental, dans le seul but de préparer l'insurrection. Cela avec deux objectifs, le premier étant de faire pénétrer dans les masses la tactique insurrectionnelle :

« La guerre de partisans, la terreur générale qui en Russie se répandent partout presque sans discontinuer depuis décembre, contribueront incontestablement à enseigner aux masses la juste tactique, au moment de l'insurrection. Cette terreur exercée par les masses, la social-démocratie doit l'admettre et l'incorporer à sa tactique; elle doit, bien entendu, l'organiser et la contrôler, la subordonner aux intérêts et aux nécessités du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire en général ». (Lénine).

Le deuxième objectif est de contribuer par cette tactique à la formation politique et militaire de l'avant-garde (toujours en vue de l'insurrection), c'est ce que dit Lénine en 1905 pour saluer une attaque de commando contre une prison :

« Voici que les pionniers de la lutte armée se confondent non seulement en paroles mais aussi en actions avec la masse, se mettent à la tête des détachements et des groupes de combat du prolétariat, forment par le fer et par le feu de la guerre civile des dizaines de chefs populaires qui sauront demain, au jour de l'insurrection ouvrière, soutenir de leur expérience et de leur héroïsme des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers ».

On nous objectera qu'avec ces dernières citations intervient un glissement sémantique du concept de « terrorisme » (impliquant une cer-

taine ponctualité de l'action) à celui de « guerre de partisans »; nous pouvons alors penser que cette différenciation introduit la notion de phases successives dans la fonction et l'utilisation organisationnelles des formes de combat armées, conception qui apparaît encore aujourd'hui parfaitement juste.
Pour résumer de façon claire et incontestable la conception léniniste de l'action armée, il faut lire les propositions de Lénine au Congrès d'unification du POSDR en 1906 :

« 1. le Parti doit reconnaître que les actions armées des groupes de combat appartenant au Parti ou luttant à ses côtés sont admissibles sur le plan des principes et opportunes dans la période actuelle;

2. le caractère des actions armées doit être adapté à la tâche qui consiste à former les dirigeants des masses ouvrières en période d'insurrection et à acquérir l'expérience des actions offensives soudaines;

3. le but immédiat le plus important de ces actions doit être la destruction des appareils gouvernemental, policier et militaire et une lutte impitoyable contre les organisations cent-noirs [1] actives qui pratiquent la violence et la terreur contre la population;

4. il faut admettre aussi les actions armées destinées à s'emparer de moyens financiers appartenant à l'ennemi, c'est-à-dire au gouvernement autocratique, et à détourner ces moyens au profit de l'insurrection; ce faisant, il importe de veiller sérieusement à ce que les intérêts de la population soient le moins possible lésés;

5. les actions armées de partisans doivent s'effectuer sous le contrôle du Parti et de telle sorte que les forces du prolétariat ne soient pas gaspillées en vain, et qu'en même temps on prenne en considération les conditions du mouvement ouvrier dans la localité donnée et l'état d'esprit des larges masses ».

Il serait également possible de considérer la question militaire au niveau des points de vue du blanquisme, de l'anarchisme, du foquisme guévariste, du maoïsme, etc...; si nous ne le faisons pas c'est parce que les critiques qui nous sont adressées prétendent s'appuyer sur des références marxistes traditionnelles, mais aussi parce que nos propres références sont [2] celles d'un marxisme orthodoxe intégrant le considérable apport théorico-pratique de Lénine. C'est également parce qu'il est évident que la reproduction mécaniste des solutions élaborées par Lénine à son époque nous semblerait totalement erronée mais que celles-ci restentes plus théoriquement solides et cohérentes que l'on puisse opposer à notre propre conception de la question militaire dans le processus révolutionnaire moderne.

(1) Extrême-droite tsariste.
(2) Contrairement aux bases théoriques de certains groupes armés allemands et français actuellement présents sur la scène médiatique.

3. La théorie léniniste de l'insurrection est une forme historique juste mais actuellement dépassable.

Les conceptions de Lénine sont justes, quant à la lutte armée, sur le plan des principes théoriques ainsi que sur le plan des nécessités historiques d'une période donnée. Or, la période a changé, donc ces conceptions restent justes au niveau des principes mais doivent être réarticulées au niveau de la pratique politique. Des phases sont à resituer, d'autres à fusionner dans leur dépassement, l'époque impose de nouvelles nécessités.
Le changement fondamental concerne la notion d'insurrection, dont nous avons vu que la préparation était, pour Lénine, ce qui justifiait et déterminait les formes de la lutte armée (mais même cela serait rétorquable aux différentes sectes gauchistes qui ne font objectivement que du réformisme en ne présentant pas la plus petite différence stratégique ou tactique d'avec les socio-démocrates, en dehors d'un radicalisme verbal et d'une phraséologie rituelle périmée, tout en osant malgré cela se réclamer indument de Marx, Lénine ou Mao, de façon mystique). L'insurrection reste, pour ceux qui se veulent des révolutionnaires prolétariens (donc visant à la prise du pouvoir par le prolétariat) tout en refusant la lutte armée aujourd'hui, l'objectif principal, stratégiquement parlant, devant assurer le renversement des appareils de la domination bourgeoise. Ils peuvent d'ailleurs voir ce processus insurrectionnel de différentes manières, mais il n'en reste pas moins que c'est le principe même de l'insurrection qui ne nous paraît plus pertinent dans l'Occident moderne et dont la critique joue un rôle fondamental dans notre conception de la lutte armée. Aussi, l'exposé sommaire de ce que nous voyons être les grandes lignes d'une stratégie de lutte armée révolutionnaire intégrera la critique de la théorie insurrectionnelle. Et nous souhaitons, à travers ces quelques explications, faire compendre à nos chers critiques qu'ils sont dans l'erreur lorsqu'ils prétendent que pour nous « la résultante d'une multiplication de gestes individuels ou de petits noyaux conduit à la révolution parce que ça va « éveiller » les masses. Absurde. Nous n'avons jamais eu la moindre chose à voir avec l'anarchisme ou avec une quelconque forme de radicalisme petit-bourgeois, ni théoriquement, ni pratiquement. Nous commençons d'ailleurs à être personnellement quelque peu excédés par les amalgames, confusions soigneusement entretenues, critiques contre des positions imaginaires. Nous disons donc aux groupuscules d'ultra-gauche de toutes sortes, ainsi que gauchistes divers, de faire porter leurs critiques contre nos positions réelles et précises, et non sur ce qu'en fidèles suiveurs de la propagande d'Etat ou fervents adeptes du radical-crétinisme ils s'imaginent absurdement (ou veulent s'imaginer) être ce que nous faisons, disons, pensons.

D'autre part, pour permettre le débat, il faut s'entendre sur les termes. Par exemple, ce qui s'est toujours appelé la « question militaire » n'est pas la même chose que la question de l'autodéfense prolétaire. Il faut bien distinguer les deux. L'autodéfense ouvrière et populaire dans les luttes, est un problème important, auquel une pratique de lutte armée peut apporter certaines solutions mais certainement pas de façon systématique ou toujours souhaitable. L'autodéfense est importante pour le développement des luttes prolétariennes et le processus de la conscientisation, c'est une notion qui ne s'oppose pas à la lutte armée mais ne l'implique pas non plus. Lorsque nous parlons ici de la lutte armée ce n'est pas dans le cadre des problèmes tactiques immédiats du mouvement de masse (c'est une question dont nous pouvons discuter par ailleurs), nous en parlons au niveau du processus révolutionnaire global, donc dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire historique. La « question militaire » désigne le problème général du rapport de force militaire, entre les forces du prolétariat et les forces impérialistes. Ce qui pose la question politico-militaire de la constitution de forces combattantes, du mode de construction du Parti, de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, de la prise du Pouvoir par le prolétariat sur le chemin du communisme.

NOTE DES EDITEURS

Ce texte sera publié en deux parties. Dans le numéro 18, nous publierons les chapitres suivants :

V. la lutte armée dans la stratégie révolutionnaire
VI. la question politico-militaire
VII. vers la guerre civile révolutionnaire.

V. LA LUTTE ARMEE DANS LA STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

1. Critique de la théorie de la préparation pacifique à l'insurrection.

Alors, comment voyons-nous cette stratégie ?

Répondre à cette question exige de revenir au problème de la conception léniniste de la stratégie, pour dire en quoi nous ne pouvons partager les diverses lignes de ces courants politiques qui se veulent gardiens d'une supposée orthodoxie marxiste, « intégrisme » ou « évangélisme » du marxisme, selon les cas, et qui, par l'effet d'un courage extraordinaire ou bien d'une sclérose intellectuelle encore plus remarquable, s'acharnent depuis maintenant soixante ans à se croire le Parti ou le futur Parti, vivant dans l'incantation liturgique des textes sacrés et les excommunications mutuelles, sans jamais la moindre trace ni d'imagination ni de réalisme ! Selon ces courants, il faudrait appliquer les méthodes qui ont plus ou moins réussi dans des pays semi-féodaux du début du siècle. Cela par la lutte politique, en cherchant à élever le niveau de conscience des masses par un patient travail d'agitation et surtout de propagande, d'explication et d'éducation, jusqu'à ce resplendissant petit matin du Grand Soir où il ne resterait plus qu'à distribuer des fusils aux masses pour partir à l'assaut des palais. Il n'est pas étonnant que, devant le peu de résultat de cette stratégie, la plupart des courants gauchistes se soient dit qu'en désespoir de cause il était encore préférable de coller au cul de la social-démocratie afin d'en être les vigilants critiques ou de parvenir un jour à participer un peu au pouvoir d'Etat, tout en se disant, pour sauvegarder les apparences, qu'il sera alors question de déborder la social-démocratie sur sa « gauche » (comme au Chili, Portugal, etc..., je suppose ?).

Deux problèmes traversent cette conception d'une conscientisation et d'une organisation des masses par le travail politique traditionnel uniquement, et c'est sur la prise en compte de ces problèmes que nous avons à bâtir notre stratégie. Le premier problème est celui de la question d'une possibilité de préparation pacifique à l'insurrection. Le deuxième problème est celui de la possibilité de l'insurrection elle-même. Examinons cela de plus près.

La préparation pacifique à l'insurrection est-elle possible ? En répondant négativement, nous ne disons évidemment pas que les luttes pour la satisfaction des besoins immédiats des masses, ainsi que la lutte politique non-armée pour la propagande et l'émergence de formes d'organisation des masses, soient inutiles, bien au contraire elles sont tout à fait nécessaires, la question que nous posons ici est seulement de savoir quelle doit être aujourd'hui la forme de lutte d'avant-garde, celle où doit se concentrer de la façon la plus aigüe et totalisante la stratégie communiste.

Il faut considérer la réalité objective à travers les extraordinaires capacités de récupération, d'absorption et de détournement que possède aujourd'hui la bourgeoisie; c'est lié aux transformations à tous les niveaux de la société au fil du développement capitaliste. Il y a de moins en moins d'espaces échappant à la rationalité du mode de production capitaliste et cela se manifeste par l'accentuation de l'aliénation, la généralisation du contrôle par les organes de domination sur tous les aspects de la vie. La rationalité elle-même du système socio-économique et son omnipotence sont la première source de conditionnement idéologique et psychologique, aussi, plus cette rationalité est étendue et plus le conditionnement est profond. Les instruments de manipulation, de reproduction de l'idéologie, n'ont jamais été aussi puissants et leur nature a évolué dans le sens d'une plus grande efficacité. Autrefois l'Eglise, la famille, etc., avaient une action répressive au premier degré par un simple rôle direct de refoulement et d'inhibition par des tabous, alors qu'aujourd'hui le système est beaucoup plus complexe, la répression psychologique s'adaptant en permanence à chaque progrès du développement capitaliste, le refoulement passant par de multiples transferts (on abdique sa liberté mais le crédit fait passer la voiture neuve pour un cadeau...). Et, surtout, selon le même principe qui fait que la lutte des classes est aussi un moteur du capital, un certain niveau de contestation est nécessaire au système, cela entre dans son fonctionnement. Ne serait-ce que pour créer le besoin auquel il répond par une surinformation massive et anarchique, abrutissante, dont il a besoin pour anesthésier et nous matraquer alors de ses idées-forces.

Alors, comment pourrions-nous parvenir par des tracts, petits journaux, chaulages et mégaphones, à concurrencer efficacement la puissance des mass-médias étatiques et monopolistes, mondialisées par l'impérialisme ? Cette constatation suffit à fonder la déprime du gauchisme, en l'acculant à cette seule alternative : intégration dans la soumission ou alors stérilité d'îlots défensifs soudés soit par des dogmatismes rassurants, soit par la convivialité, et qui se donnent ainsi l'illusion de s'opposer alors qu'ils ne font que tenter de vivre un peu à côté. Nous affirmons alors qu'aucun progrès n'est aujourd'hui possible sans une stratégie de rupture radicale sur tous les plans, nous disons qu'il ne s'agit pas de faire de l'autodéfense, de faire des groupes pour se tenir chaud en se disant différents de ce que souhaiterait l'oppresseur, autour d'un langage, d'un mode de vie, d'une logomachie qui a d'ailleurs toujours le même fonctionnement sémantique quelqu'en soit la pensée de référence (libertaire, « alternative », « marxiste-léniniste », Témoins de Jéhovah ou même « lutte armée »...) s'il s'agit là d'un mode d'être, d'un militantisme existentiel, en quelque sorte, plutôt qu'une stratégie de combat destinée à réaliser concrètement une révolution, un renversement du Pouvoir. Nous disons qu'il faut rompre avec la facilité des idées prédigérées et des autosatisfactions dans des modes de paraître contestataires (sous les santiags, les charentaises !). Ni victimes, ni complices, nous devons être ceux qui agressent.

Il n'est plus possible aujourd'hui de penser qu'il serait possible d'élever la conscience du prolétariat, au point qui serait nécessaire à une insurrection, par un simple travail politique de persuasion. D'ailleurs on peut se demander si ce fut possible un jour... Par exemple, n'oublions pas que la Russie pré-révolutionnaire n'était pas politico-idéologiquement comparable à nos démocraties bourgeoises de la fin du XXe siècle : distribuer l'Iskra c'était risquer la Sibérie, dans les manifestations on ne recevait pas les innoffensives lacrymos qui font ici hurler au fascisme mais des coups de sabre. Cela signifie qu'à chaque époque les mêmes formes de lutte n'ont pas les mêmes valeurs de rupture et de subversion; à la limite, accrocher un drapeau rouge à l'époque tsariste était d'une dissidence aussi radicale que poser une petite bombe aujourd'hui.

Et puis il ne faut pas prendre les gens pour des cons, aujourd'hui les prolétaires savent réfléchir, lire, ils sont très informés et comprennent que ce système est pourri et nuisible, aussi, même si un travail d'explication et d'information reste toujours nécessaire, notre action politique et idéologique doit s'exprimer autrement, avoir d'autres objectifs.

2. Rôle idéologique de la lutte armée.

Le système d'aliénation atteignant des degrés jamais vus, cela pourrait rendre pessimiste sur les potentialités de libération. Ce serait une erreur car l'oppression se développe en même temps qu'elle développe les moyens de la combattre et les raisons de sa disparition. En particulier, l'aliénation économique du travail s'accompagne de l'extranéation du travail par rapport au travailleur, qui perd toute satisfaction de son travail, n'y trouve plus aucun plaisir moral ou créateur, il se détache donc du travail en n'y voyant plus qu'une activité dont la justification n'est en général guère apparente en dehors de la seule rationalité de l'exploitation; transformation qui ne peut que faciliter la rupture avec ce mode de production. Le système réagit à cette nouvelle fragilité, due au simple développement du capitalisme, en accroissant la répression par le conditionnement. Tout est alors fait pour isoler les individus les uns des autres, camoufler les démarcations de classes sous des conditionnements culturels en fonction des tranches d'âge, des modes, etc., et surtout occuper massivement chaque instant du quotidien, jusque dans la manipulation de l'inconscient, pour créer une sensation d'écrasement, d'infériorité et de faiblesse de l'individu, qu'il se sente incapable et solitaire face à un système trop puissant qui lui aménage des espaces clos, décalquant en creux les interstices dessinés par le réseau de contrôle et de commandement. Espaces morcellés pour le travail salarié, les loisirs, pour apprendre, pour aimer, où la consommation se ritualise et où la légalité, plus que d'être un gros bâton, se présente comme une multitude de portes (presse, partis, droit d'association, de grève, d'expression etc...) surmontées de la pancarte « Pour contester, entrez-là » et qui ouvrent sur l'édredon mou de la démocratie bourgeoise étouffant cris et coups.

Mais si les paroles et les coups de poings ne font que s'enfoncer inutilement, désespérément, dans la mollesse du matelas qui est en fait le meilleur blindage de la dictature bourgeoise, par le fer et par le feu nous pouvons provoquer les déchirures d'où s'échapperont les plumes amortisseuses en une hémorragie de démocratie, ce qui, certes, signifiera réduction des « espaces de liberté », restriction des « libertés » formelles, radicalisation de la répression, mais ce sera aussi et surtout identification plus claire de l'ennemi, exacerbation des contradictions jusqu'au point de rupture, apparition du vrai visage de la dictature bourgeoise débarrassée de ses voiles illusoires, développement clair et direct, force contre force, classe contre classe. Les défenseurs du capitalisme peuvent calomnier la lutte armée, la dénigrer, traiter les partisans de « terroristes », plaquer sur la guérilla leurs propres schémas de pensée en y voyant ce qu'ils sont eux-mêmes : des mercenaires, et chercher ainsi à l'affaiblir. Mais jamais ils ne pourront institutionnaliser, absorber, l'opposition armée alors qu'il n'y a pas la moindre forme de contestation en dehors des formes de guerre révolutionnaire qui ne puisse être intégrée par le fonctionnement capitaliste. Parce qu'aucun système social de classe, donc étatique, ne peut accepter des actes visant à la détruire par la force.

Donc, au niveau de cette phase qui autrefois était celle d'une préparation non-armée à l'insurrection, la lutte armée vise à être la seule réelle rupture du consensus, en portant la dissidence au-delà de la possibilité de fonctionnement du capital et de l'Etat. La guerre de partisans montre les faiblesses de l'ennemi que l'on pensait tout puissant, elle montre que l'on peut se battre et que l'on peut vaincre. Le simple fait de pouvoir exercer des représailles, contre l'ennemi, joue un rôle idéologiquement libérateur extrêmement important. En effet, il suffit d'avoir un minimum d'expérience du militantisme de masse pour s'en apercevoir : ce que nous disent les gens, au travail ou dans la rue, c'est qu'il y en a marre et qu'il faudrait que cela change complètement, mais si chacun d'eux se dit facilement prêt à être révolution-

naire, il ajoutera cependant que cela ne sert à rien de s'engager, de prendre des risques, dans la mesure où personne n'agit réellement, que tous les autres sont des cons etc... Alors il est politiquement idéologiquement très important de prouver que l'ennemi de classe n'est pas tout-puissant, que la solidarité populaire est possible dans les actes, que des coups douloureux peuvent atteindre les exploiteurs, que la police et la justice peuvent payer leurs meurtres et exactions, que les mercenaires colonialistes peuvent payer physiquement l'assassinat de chaque frère dans le monde et chaque kilo de richesse pillée aux peuples dominés, que chaque patron peut physiquement et matériellement être empêché de s'engraisser sur le dos de l'ouvrier au prix de son épuisement, de son aliénation, de ses mutilations, au prix d'une vie confisquée par l'absurde rationalité d'un système inhumain. Nous disons ainsi que la lutte armée peut se faire porteuse d'espoir, l'étincelle de dignité qui appelera la flamme de la libération.

3. Le combattant révolutionnaire doit être étroitement lié aux masses populaires.

Mais cela n'est que le rôle politico-idéologique général de la lutte armée, ce qui agit de façon globale en donnant l'exemple de la résistance et de l'attaque révolutionnaire, en transformant concrètement le rapport de force et l'apparence de l'ennemi, en faisant naître d'autres valeurs humaines que celles dont nous pétrifie la vieille société de domination. Il y a un rôle politico-idéologique plus précis, celui de l'existence de la lutte armée au sein des masses. Car nos critiques habituels nous accusent d'être extérieurs aux masses populaires et c'est effectivement l'image qui est donnée par la propagande réactionnaire. Que certains actuels groupes armés soient socialement complètement marginaux et ne possèdent même pas le moindre relai politique de masse (si ce n'est, occasionnellement, pour faire du misérabilisme antirépressif ou s'assimiler, dans les prisons, à la délinquance de droit-commun du lumpenprolétariat), c'est une chose certaine. Que d'autre part des militants soient individuellement obligés d'être totalement clandestins pour poursuivre correctement leurs activités, voilà qui est normal et inévitable. Mais n'est extérieur au peuple que celui qui le souhaite. On nous excusera d'évoquer une petite illustration personnelle de cette question : avant d'être obligé de choisir un engagement militant permanent, par la force des événements et par certaines nécessités nées du développement politique de nos choix, j'étais un travailleur comme un autre, militant syndicaliste (non par admiration du syndicalisme mais parce que simplement le syndicat offrait certaines facilités militantes et regroupait les éléments les plus avancés), menant, tout en cachant mes engagements illégaux, un travail militant parfaitement légal d'agitation, d'organisation de masse, d'information et de propagande. Fin de cette parenthèse personnelle, nous voulons simplement dire que la lutte armée n'est un facteur d'extériorisation par rapport aux masses que si on le veut (or, nous ne le voulons pas). Il est évident que des actions armées ne peuvent être menées aujourd'hui que par des structures clandestines, mais ce n'est pas pour cela qu'elles sont étrangères aux masses, ni par leurs militants, ni par leurs lignes politiques. Au même titre qu'un tract n'est pas élaboré et diffusé par les larges masses mais par des éléments avancés de celles-ci, eh bien c'est exactement la même chose pour la lutte armée, dans la mesure où elle doit être menée par des éléments avancés du prolétariat ou d'autres couches populaires, non pas par des sortes d'agents secrets révolutionnaires qui n'auraient pas d'intégration dans les masses.

Aussi longtemps que leur propre sécurité le leur permet, les partisans doivent conserver un mode de vie conforme à celui des autres prolétaires, conserver leur identité de classe non seulement sur le plan idéologique et politique mais par leur propre situation sociale, entretenir des liens actifs, quotidiens, permanents, avec les masses populaires. Non seulement par l'application d'une ligne politique historiquement prolétarienne mais aussi en jouant leur rôle d'avant-garde objective dans les luttes quotidiennes du prolétariat, en particulier dans les luttes pour la satisfaction des besoins immédiats des masses. Et lorsque cette intégration sociale n'est pas possible pour une toute petite minorité de militants, pour des raisons de sécurité ou à cause des tâches militantes particulières qui leur incombent, ceux-ci ne doivent pas être des marginaux, des rebelles, mais des permanents, des révolutionnaires professionnels et, même si le mot choque quelques idéalistes, des fonctionnaires de leur organisation.

4. Une ligne politique prolétarienne.

Le deuxième vecteur de liaison aux masses est évidemment de mener une ligne politique prolétarienne, s'appuyant sur une analyse de classe et une position de classe; c'est-à-dire une ligne correspondant à la fonction et au devenir, historiques, du prolétariat en tant que classe appelée, par son accession à l'hégémonie, à permettre l'émergence de la société sans classe. La ligne communiste.

Le troisième axe d'intégration aux masses populaires est la ligne organisative. En effet, nous n'avons jamais pensé à de petites unités dispersées (1) dont l'action aurait pour but de réveiller les masses, un peu comme pouvaient le penser les anarchistes du siècle dernier. Ce dont il s'agit pour les communistes par rapport aux masses, c'est d'induire par leur pratique politique la mutation du prolétariat de classe en soi en classe pour soi. C'est-à-dire en aidant à la recomposition de classe d'un prolétariat dont l'importance ne fait que s'accroître (contrairement à ce que certains prétendent) mais qui est très parcellisé (différents statuts au sein de la classe ouvrière, prolétariat du secteur tertiaire, etc...), afin d'accélérer la réalisation du prolétariat en tant que classe comme condition dialectique de sa propre disparition en tant que prolétariat dans l'accession au communisme. Cela signifie accession du prolétariat à la conscience de classe. Et ce qui est porteur, expression et facteur de la conscience de classe c'est l'organisation politique du prolétariat : le Parti.

5. La construction du Parti.

Pour notre part nous pensons que le Parti ne peut s'autoproclamer et que créer le Parti comme condition de l'essor révolutionnaire revient à mettre la charrue avant les bœufs. Le Parti est l'expression politique majeure du prolétariat, le lieu de sa centralité, le moteur et l'incarnation de la conscience révolutionnaire de classe. On peut alors penser que défendre le Parti c'est défendre le prolétariat, or, si ce dernier n'est pas encore parvenu dans le mouvement de la lutte des classes à un niveau suffisant de recomposition, de centralité politique et d'apparition dans la totalité du social comme étant objectivement et subjectivement la contradiction majeure, l'évolution du Parti risque de s'orienter vers la trahison de classe par les compromis avec la bourgeoisie dans le jeu politicien de celle-ci, ou alors ce sera l'ossification autour de principes « justes » et d'une ligne qui fut juste en son temps mais dont les tentatives d'application se heurtent aux transformations de la réalité objective.

Aussi nous pouvons penser que le Parti exprime la dynamique organisationnelle de l'avant-garde objective du prolétariat mais qu'il ne peut émerger en tant que Parti formellement constitué qu'accouché par le prolétariat en mouvement, exprimant alors la centralisation politique, théorique et militaire de celui-ci dans l'organisation des éléments les plus avancés de son avant-garde (le Parti n'étant ni une organisation de masse, ni un syndicat). Le Parti se constitue comme expression monolithique de la maturité du prolétariat à travers la confrontation politico-militaire et, par conséquent, à travers l'apparition progressive de la nécessité d'un instrument centralisé capable d'être l'outil politique principal du prolétariat pour la prise du Pouvoir.

Les communistes russes eux-mêmes ne se sont pas constitués immédiatement en une organisation prétendant être seule à avoir une pratique correcte et se posant « de jure » comme centrale. Cependant le Parti en tant que tel pouvait peut-être y apparaître plus précocement dans la mesure où la centralisation prolétaire était plus immédiate : une petite classe ouvrière concentrée, l'organisation de l'avant-garde de cette couche proportionnellement réduite pouvait légitimement se poser en parti de l'ensemble du prolétariat (dont les couches autres que la classe ouvrière étaient totalement hétérogènes et donc sans capacités politiques autonomes, alors que tel n'est plus le cas aujourd'hui).

Cependant, nous ne sommes ni des subjectivistes ni des mécanistes, aussi nous ne pensons pas que le Parti surgira par génération spontanée ou progressivement au cours du développement de la lutte des classes, car il y a une interaction entre ce développement de la lutte des classes, car il y a une interaction entre ce développement et l'action du Parti. Pour que Parti il y ait, il faut que sa volonté en existe, il doit se construire et cette construction doit répondre à une volonté politique consciente et à un patient travail d'organisation. Mais tout dépend également des conditions historiques nationales, c'est-à-dire non seulement des conditions sociales objectives mais aussi de l'histoire propre à chaque mouvement ouvrier national. Par exemple, en Espagne l'histoire est marquée par une continuité ininterrompue du mouvement communiste, non seulement de l'existence communiste organisée dans la classe ouvrière mais même au niveau du mouvement communiste combattant puisque le combat communiste armé, au sein de la résistance antifasciste n'a jamais cessé depuis 1937. La tâche des communistes modernes était donc la reconstitution politique du Parti Communiste et non sa construction ad nihilo, cette tâche historique est l'œuvre du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué). Il est évident que tel n-est pas le cas en RFA où le mouvement communiste est à faire renaître de toutes pièces puisqu'il n'existe aucune continuité de ce genre, le mouvement communiste y étant détruit depuis avant guerre.

En France la situation est également différente (d'ailleurs ces différences fondamentales entrent aussi en ligne de compte dans le fait que la construction d'un mouvement révolutionnaire unique à l'échelle européenne est une ineptie, en plus du fait que les différences sociales, économiques, culturelles même dans l'Europe de plus en plus unifiée au niveau impérialiste sont fondamentales, entre Londres et Athène, Francfort et Naples, Bruxelles et Séville, il y a autant de différences qu'entre New York et Abidjan). De façon un peu schématique, nous

(1) Même coordonnées ou alliées au sein d'un front, les formes de lutte ne peuvent constituer le critère d'élaboration d'un front, la question actuelle est celle de l'organisation et celle du Parti, celle du développement du combat révolutionnaire et non celle d'un « front », ni national, ni européen.

pouvons dire que la situation de la continuité du mouvement communiste en France est meilleure qu'en Allemagne de l'Ouest mais moins bonne qu'en Espagne, d'une part à cause des conditions de constitution du PCF, ayant présenté de grandes faiblesses dès ses origines, d'autre part parce que les capacités de combat communiste armé ayant surgi dans le cadre de la résistance antifasciste de libération nationale ont été avortées en 1945 et nous nous trouvons donc avec quarante ans de destruction du mouvement communiste dans ce pays. Plus que d'une reconstruction c'est donc en France d'une construction du Parti Communiste dont il doit être question pour nous. Ce qui est une longue tâche organisationnelle; ceci dit nous parlions là du Parti avec une majuscule, tel que nous l'avons défini plus haut, et cette progressivité de la construction du Parti n'interdit évidemment pas de penser qu'une étape importante sur cette voie serait la construction d'un parti, cette fois sans majuscules, dans un délai relativement bref, un parti révolutionnaire présentant ces trois caractères : communiste, prolétarien, combattant.

6. La lutte armée comme pratique d'avant-garde dans la construction du Parti.

Nous ne posons donc pas la lutte armée comme étant un ensemble d'initiatives de groupuscules cherchant à réveiller les masses et à susciter des réactions en attendant de voir ce qui se passe. La lutte armée ne peut se réduire non plus à constituer un « bras armé » des masses, nous récusons totalement cette notion qui ferait de la guerilla une sorte de fraction radicale et clandestine du syndicalisme, attendant que les masses manifestent un besoin pour aider à le satisfaire et ainsi de suite.
Nous ne concevons la lutte armée ni comme l'expression d'un bras armé des masses, ni d'un bras armé d'une organisation politique non-armée (comme ce pouvait être le cas entre la Gauche Prolétarienne et la Nouvelle Résistance Populaire; schéma qu'aujourd'hui nous estimons erroné).
D'autre part, nous insistons sur le fait que la lutte armée n'est pas seulement qu'une forme de lutte parmi d'autres, un adjuvant particulier des luttes de masse. La lutte armée ne peut être dite communiste et révolutionnaire que si elle se situe dans la continuité de la stratégie historique du mouvement communiste mondial. Elle doit se faire l'expression concrète du processus d'émergence politique de l'avant-garde organisée du prolétariat, avant-garde qui est le lieu où se catalyse la conscience de classe du prolétariat, ce qui est la fonction historique du Parti et place, par conséquent, la lutte armée révolutionnaire comme partie intégrante et indissociable du processus de construction du Parti.
Concrètement, cela signifie entre autres choses que la lutte armée comme pratique politique dictée par une stratégie véritable (donc non conciliable avec le spontanéisme et le subjectivisme) doit s'ancrer dans le prolétariat et y fonctionner comme expression de plus haut niveau politique et militaire d'une action politique globale centralement organisée, c'est-à-dire incluant les fonctions traditionnelles des organisations qui se réclament du mouvement révolutionnaire sans se donner les moyens d'être effectivement révolutionnaires. Ce qui signifie qu'autour de la lutte armée (c'est-à-dire dans le même cadre de stratégie organisée que la lutte armée et non pas spécialement à travers elle) doivent se mener toutes les formes tactiques d'action politique, de propagande, d'agitation, de dénonciation, d'explication, d'information, de constitution et de développement des organisations de masse.

VI. LA QUESTION POLITICO-MILITAIRE

1. La prise du Pouvoir ne se réalisera que par une guerre révolutionnaire prolongée.

Après avoir abordé le problème de la conscientisation à partir de la critique de la théorie insurrectionnelle, nous pouvons poursuivre cette critique en l'évoquant cette fois sous l'angle militaire.
Faire reposer la prise du pouvoir politique par le prolétariat sur une insurrection ponctuelle et massive, est aujourd'hui impossible. Nous en avons vu les raisons politiques et idéologiques, les raisons sont également d'ordre militaire. Jamais les appareils répressifs n'ont été aussi puissants et efficaces, jamais il n'y a eu une telle disproportion entre les potentialités militaires du prolétariat et les forces militaires de la dictature bourgeoise. Au niveau international, nous avons face à nous le système de l'OTAN, la coordination des polices, l'informatisation du renseignement et donc l'essor de son échange international, les virtualités d'« espace judiciaire européen », la tendance active à la standardisation européenne des appareils policiers, judiciaires, carcéraux (plus ou moins), jusqu'aux matériels militaires. Bien sûr tout cela est inséparable de la tendance à l'homogénéisation qui se fait sur le plan socio-économique et politique sous l'égide de la social-démocratie.
Au niveau national, il n'est pas utile de s'étendre sur la puissance militaire ennemie, nous sommes assez saturés d'informations sur cette question par les pleurnicheurs antirépressifs et autres démocrates (fussent-ils armés) obsédés par « Big Brother ». Il suffit de noter l'accroissement considérable des forces militaires et policières, leur toujours meilleure adéquation technique et structurelle à la contre-insurrection, un quadrillage du territoire et un contrôle policier, tant des masses que des simples individus, dont l'efficacité bénéficie de tous les acquis du développement scientifique et technique.
Même dans l'éventualité totalement impossible où la nécessaire planification et préparation militaire de l'insurrection échapperait au contrôle militaire ennemi et donc à sa répression préventive, les masses populaires n'ont pas la plus petite chance, dans l'Europe occidentale actuelle, d'assumer victorieusement des affrontements directs impliquant des formes de guerre de positions, d'instaurer des zones libérées, de tenir des concentrations urbaines autrement que ponctuellement. Aujourd'hui, une force quantitativement réduite, spécialisée et professionnelle, équipée de façon sophistiquée, peut assurer une offensive contre-insurrectionnelle totalement efficace. Et il faut tenir compte de la nouvelle décentralisation des commandements opérationnels et de leurs moyens de transmission, ce qui signifie qu'une offensive insurrectionnelle soudaine ne serait pas capable de paralyser le fonctionnement opérationnel ennemi car les moyens de commandement, de transmission, de logistique, de combat ne sont pas concentrés mais insérés dans des réseaux d'une grande souplesse (la question ne peut plus être résolue aujourd'hui par la prise de quelques casernes et de la poste centrale...).
D'ailleurs, si la crise de développement de l'impérialisme se poursuivait de façon trop critique tout en ne cherchant pas à se débloquer momentanément dans une confrontation militaire entre les blocs, la bourgeoisie ne pourrait rien trouver de mieux qu'un soulèvement prolétaire, de façon à rééditer l'écrasement de la Commune de 71, de la Commune de Shangaï, du mouvement spartakiste etc... Le mouvement serait noyé dans le sang. En particulier grâce aux nouveaux systèmes d'artillerie légère, aux capacités aériennes (principalement les forces d'hélicoptères de combat), sans doute même grâce aux armes nucléaires tactiques dont l'application contre-insurrectionnelle semble extrêmement réaliste puisque limitant relativement l'ampleur des destructions matérielles (ce qui est moins spectaculaire donc moralement plus acceptable), la souplesse d'emploi de ces systèmes d'armes nucléaires tactiques porte d'importantes perspectives et est un grand progrès de la science militaire. Ce type de confrontation militaire présenterait pour la bourgeoisie les avantages des guerres inter-impérialistes classiques : brutale rénovation économique, élimination de la surproduction etc... Cela permettrait aussi la liquidation de quelques restes de contradictions institutionnelles de la bourgeoisie par la mise en place de structures étatiques plus brutales, maîtrisant davantage les mouvements de restructuration impérialiste, et une fois encore ce serait, pour le prolétariat brisé, un demi siècle de paix sociale dans le renforcement de l'exploitation et de l'oppression.
C'est donc à cause de l'actuelle impossibilité d'envisager une révolution s'appuyant sur une transition pacifique parlementariste (nous ne parlerons pas de cette solution tellement son absurdité est évidente) ou sur une insurrection massive et soudaine à préparer pacifiquement, que nous devons opter pour un processus révolutionnaire de longue durée, un processus de guerre révolutionnaire prolongée.

2. Les principaux caractères qui doivent s'attacher au choix stratégique de la lutte armée.

Affrontement entre forces d'inégale puissance militaire, la guerre de libération prolétaire doit avoir pour forme principale la guérilla, car la guerre de partisans est le seul moyen militaire d'assumer avec succès une confrontation avec des forces supérieures sur le plan quantitatif et technique.
C'est une telle guerre prolongée qui permettra au sein du prolétariat le développement d'une avant-garde réelle (et non autoproclamée) et déterminée par la conscience de classe. Conscience de classe qui ne peut se fonder que sur la plus claire des positions de classe. Position de classe qui ne peut s'acquérir dans sa totalité et se réaliser objectivement que par l'engagement absolu dans la lutte des classes et cela à son niveau le plus élevé. La lutte armée pour le communisme a pour but de mener cette totalité combattante et donc de désigner l'espace de la confrontation antagonique absolue comme étant le lieu où se forge la conscience révolutionnaire de classe en tant qu'elle est avant tout totalisation, conscience totalisante d'être partie prenante de l'Histoire en mouvement en tant que classe dont la lutte pour le pouvoir arrachera l'humanité à sa préhistoire d'animalité et d'aliénation.
Le Parti est à la fois ce qui porte la conscience de classe et ce qui en est le produit, puisqu'il doit exprimer la centralité du prolétariat en tant que classe et qu'il est la forme la plus avancée de l'organisation du prolétariat.
Par conséquent, la lutte armée communiste devant être l'expression la plus élevée (puisque la plus totalisante) de la conscience de classe, mais le Parti étant à la fois porteur et produit de cette conscience de classe (comme en étant l'expression organisationnelle, alors que le concept de lutte armée désigne la manifestation plus que le mode de collectivisation de la conscience), la lutte armée apparaît alors suivant un développement qui tend à réaliser, après les avoir fait surgir, les fonctions inhérentes au Parti. C'est dans ce sens que la lutte armée est le combat de classe intégrant le cheminement de la construction du Parti. Ce qui impose à la guérilla des orientations bien précises quant à ses choix de développement. Voyons cela de plus près :

– Nous voulons le communisme. Pour y parvenir, le prolétariat doit prendre le pouvoir et l'exercer sans aucun partage. C'est aujourd'hui plus possible que jamais, étant donné l'actuelle polarisation de la société, faisant du prolétariat l'immense majorité de la population face à une bourgeoisie de plus en plus recentrée autour de l'oligarchie impérialiste, cela même si la composition interne du prolétariat est hétérogène (encore qu'il ne faille pas exagérer car, par exemple, la classe ouvrière est quand même beaucoup plus homogène qu'autrefois). Le « peuple », ici et aujourd'hui, c'est le prolétariat, ce sont uniquement les prolétaires. Et la petite-bourgeoisie ? elle se meurt sur tous les plans et ne peut plus jouer le moindre rôle révolutionnaire, elle est aujourd'hui historiquement totalement réactionnaire puisque ses intérêts objectifs (et qu'elle affirme parfaitement dans ses expressions politiques) sont à la fois de s'opposer à la destruction du capitalisme (d'où l'anticommunisme de plus en plus violent de la petite-bourgeoisie dans son ensemble, même dans ses couches autrefois dites « progressistes » : les intellectuels de gauche, par exemple, sont les grands-prêtres de la croisade contre le communisme) et de s'opposer au développement impérialiste, ce qui dans un cas comme dans l'autre s'oppose au sens de l'Histoire et est donc réactionnaire. Par conséquent c'est fondamentalement dans le prolétariat que doit se développer la guérilla comme forme de lutte et comme type d'organisation, ne reposer sur aucune alliance de classe. Et nous n'entendons pas le prolétariat comme le font certains subjectivistes qui définissent le prolétaire par des critères de conscience ou par des situations de marginalité, nous l'entendons dans le sens marxiste du terme et, pour être très larges, nous ne pouvons considérer comme prolétaires que des individus dont les moyens de subsistance ne proviennent ni directement ni indirectement d'une extorsion de plus-value. Nous ne parlons pas du prolétaire comme « figure sociale » où je ne sais quoi de défini par des critères socio-culturels mais purement et simplement par sa place objective dans les rapports de production.
Cela ne veut pas dire que des marginaux ou des petits-bourgeois ne puissent s'engager aux côtés de la guérilla, poussés par leur subjectivité ou leur réflexion intellectuelle. Cela veut simplement dire que le travail de développement organisationnel des combattants communistes doit uniquement se dérouler en milieu prolétaire, que la direction politique et militaire de l'organisation doit être strictement assurée par des prolétaires (et non par des petits-bourgeois ou par des prolétaires subjectifs).

– L'autre caractère de la guérilla, dans son cheminement de construction du Parti, c'est de voir se constituer une organisation de cadres. L'organisation menant la lutte armée n'a strictement rien à voir avec une organisation de masse, il ne s'agit pas d'un syndicat armé, ni d'une sorte de fédération de fronts de lutte, de mouvements sociaux ou de groupes armés qui seraient politiquement autonomes, il ne s'agit pas non plus (suivez mon regard...) d'un groupuscule de clandestins reposant sur une mouvance de paumés, lumpenprolétaires ou petits-bourgeois à la dérive (qui sautent sur la première occasion pour se repentir et très activement collaborer avec la police, c'est aussi un point commun entre certains groupes actuels et les groupes socialistes-révolutionnaires ou anarchistes d'autrefois dont ils s'inspirent jusque dans leur sigle). Au contraire, l'organisation communiste combattante doit être composée de cadres communistes, c'est-à-dire de partisans expérimentés, hautement politisés, qui aient une ferme expérience de masse quant à l'agitation, à la propagande et à l'organisation et qui aient chacun des capacités politiques et théoriques suffisantes pour que chaque militant soit le constructeur actif de la ligne politique collective. Chaque combattant doit être capable de porter l'intégralité de la ligne stratégique et donc être capable, politiquement et militairement, de constituer ou de reconstituer une unité de l'organisation à partir de lui-même en toutes circonstances.

– Pour qu'il y ait véritablement maîtrise du processus révolutionnaire et que l'organisation combattante ne soit pas une sorte de bras armé du mouvement spontané des masses (qui ne sont pas menées par la spontanéité vers la révolution mais vers le « trade-unionisme », comme le remarquait Lénine) en ayant avec celui-ci une relation de suivisme et d'opportunisme, il est nécessaire que le fonctionnement et l'action de l'organisation expriment une ligne unique, autour de laquelle l'unification de chaque partisan soit très complète. Il faut refuser l'opportunisme et les alliances autour d'un « plus petit dénominateur commun ». Il ne s'agit donc pas d'un rassemblement, où chacun apporte ce qui lui convient en se retrouvant sur la base politique qui a souvent été de règle ces dernières années et qui peut se résumer ainsi : « Faut faire quelque chose, faut qu'on s'organise pour faire des choses ensemble, avec les copains et les gens sympas qui veulent agir » ou autres absurdités qui sont d'ailleurs, dans les faits, parfaitement antidémocratiques car le refus de toute rigueur politique et organisationnelle fait que la direction effective de ce genre de conglomérat est monopolisée par une « élite » composée de ceux qui par leur expérience personnelle ou par leur statut socio-professionnel ont davantage de capacités politiques et théorique. Un fonctionnement véritablement communiste doit au contraire reposer sur le centralisme démocratique, sur une structuration précisément organisée de façon permettant à chacun de participer réellement et efficacement à l'élaboration de la ligne politique, dans un fonctionnement collectif organisé se donnant une direction politico-militaire centrale comme organe assurant la collectivisation et l'unification de la synthèse des pratiques politiques, militaires, théoriques, organisatives des diverses unités de combat et de chaque militant.

– Ces aspects structurés et centralisés d'une organisation qui cherche ainsi à se donner les moyens d'être objectivement à l'avant-garde objective de la lutte des classes, font que l'organisation anticipe sur le Parti à venir, c'est ainsi que celui-ci peut se constituer à travers le processus révolutionnaire. Ce concept d'« anticipation » est extrêmement important car c'est grâce à lui que peuvent s'éviter à la fois l'immédiatisme aventuriste et la sclérose, le blocage par l'incapacité de faire passer le combat d'une étape à une autre. C'est ainsi que la lutte armée révolutionnaire n'adopte pas une forme définitive qu'il s'agirait de faire durer jusqu'à la victoire finale; elle doit passer par une série de phases différenciées s'articulant les unes aux autres et correspondant chacune à une situation donnée du rapport de force politique et militaire. Ce qui constitue l'articulation entre deux phases successives étant justement le fait qu'une phase donnée répond à une situation historique donnée mais qu'en même temps elle doit anticiper sur la phase suivante, en contenant donc les tendances qui en se développant se réaliseront totalement dans la phase suivante, qui elle-même anticipera en partie sur la phase lui succédant, et ainsi de suite.

3. La phase préparatoire à l'étape de la propagande armée.

Cela signifie qu'en France nous en sommes à une phase préparatoire de la phase de la propagande armée, elle doit consister en trois étapes qui sont successives quant à leur ordre d'importance mais qui chronologiquement doivent connaître – du moins le plus rapidement possible – une certaine simultanéité :

1. Ce qui est le plus prioritaire est un intense travail d'élaboration théorique, d'analyse de la réalité actuelle dans toutes ses composantes et de réinsertion de celles-ci dans une perspective historique, afin de dégager une stratégie révolutionnaire globale suffisamment précise et complète pour que, dans sa liaison avec la pratique qui en sera issue, elle s'exprime par une ligne politique cohérente, totalisante, porteuse de continuité politique et de développement politico-militaire ainsi qu'organisationnel.

2. Un travail d'unification politique autour de la base politico-théorique évoquée précédemment. Ce qui doit se traduire par un début de structuration de l'organisation révolutionnaire, présentant dès à présent les caractéristiques suivantes : une organisation structurée (en fonction des leçons que nous tirons des formes d'organisation traditionnelles du mouvement ouvrier ainsi que des diverses expériences de guerilla révolutionnaire passées ou actuelles), stratégiquement centralisée, communiste, clandestine et armée, anti-impérialiste donc internationaliste (ce qui ne signifie pour autant aucune fusion avec des organisations relevant d'autres réalités nationales et qui ne serait envisageable que dans un stade de développement très élevé et donc ultérieur), prolétarienne par sa composition et sa position de classe. Elle doit lier le politique et le militaire sous une direction unique, ce qui est déjà l'amorce du « parti combattant » dont Lénine parlait comme forme d'organisation de l'avant-garde durant la période insurrectionnelle; le politique ne devant pas être subordonné au militaire mais le militaire ne devant pas être non plus un simple « bras armé » du politique car, dans l'état d'intégration impérialiste actuel, la question militaire est avant tout une question politique et la question politique ne peut ni se résoudre ni s'aborder sans assumer la question militaire. Politique et militaire sont indissociables et dans le combat moderne de libération prolétaire le Parti sera également le noyau central de l'armée rouge.
Les moyens de cette pratique de constitution et d'unification politique sont la lutte politique au sein du mouvement révolutionnaire, le prosélytisme, la formation des cadres, l'agitation et la propagande de masse sous toutes les formes et sur tous les terrains constituant des enjeux réels de la lutte des classes [1].

3. Une pratique militaire, visant à donner à l'organisation les moyens de sa politique et de son ultérieur développement politico-militaire dans la guérilla. Cette pratique de combat armée remplit donc trois fonctions : idéologique et politique, logistique, organisative. L'importance de l'action militaire dans la phase actuelle n'est pas immédiatement considérable et ne peut pas avoir de portée « stratégique » sur le plan politique et idéologique (encore moins sur le plan militaire, bien entendu), il est donc essentiel d'y

(1) Enjeux réels, c'est-à-dire reposant sur l'analyse objective de la réalité objective, en particulier sur l'analyse de la composition de classe, et non sur des facteurs subjectifs tels que l'esprit d'illégalisme et de révolte ou du degré de répression subi, etc...

éviter toute abstraction, de ne pas la faire reposer sur des analyses abstraites telles que des considérations géopolitiques ou d'autres concepts parfaitement abstraits tels que « combattre-la-restructuration-pour-la-préparation-à-la-guerre », auxquels personne ne comprend rien. Il s'agit d'être résolument concret, immédiatement lisible, une action politiquement juste est une action qui peut se passer de commentaire et d'explication. L'importance de cette pratique est surtout de préparer la phase réellement ouverte de la propagande armée, donc en présenter déjà certains aspects mais d'une façon relativement dispersée et selon les formes d'expression les plus souples.

4. La phase de la propagande armée.

Cette phase, que nous venons d'évoquer, doit se fixer des objectifs politiques et organisationnels précis qui constituent des échéances à court terme, il s'agit d'une courte période. Par contre, il est difficile de fixer à l'avance le cadre temporel de la phase proprement dite de la propagande armée, car ses résultats ne dépendent pas seulement de nous, contrairement à la première phase. En effet, l'étape de la propagande armée doit poursuivre toutes les tâches de la période précédente auxquelles s'ajoute une action de transformation de la réalité du pays en intervenant comme force politique constituée. La phase de propagande armée se caractérise alors par les aspects suivants, qui visent davantage au développement qu'à assumer directement le rapport de force :

— Il s'agit de diffuser le plus largement possible les idées communistes révolutionnaires en se servant des actions de guérilla comme support; les actions ont alors un rôle médiatique : si la bourgeoisie a peut-être la télévision comme le plus efficace de ses outils médiatiques, eh bien le nôtre est l'action armée, dont l'efficacité est d'ailleurs renforcée par les médias ennemis. Il ne s'agit pas de faire des actions déclenchant l'enthousiasme de la majorité des masses, car si c'était possible cela signifierait que la conscience de classe du prolétariat est développée au point que la Révolution devrait être faite depuis longtemps, non, il s'agit simplement que les actions soient justes (pas justes en soi, cela ne veut rien dire, mais justes en fonction de leur efficacité politique), s'attaquant à des cibles suffisamment sélectives pour que la majorité de la population ne puisse se sentir attaquée. Les actions armées doivent déclencher l'approbation des couches prolétariennes qui nous sont apparues comme les plus chargées de potentialités révolutionnaires. Ce qui est lié au caractère incontournable de la nécessité de l'analyse de classe, car, en effet, à chaque action armée comme à chaque expression écrite ou orale, de la bombe au simple tract, il faut obligatoirement déterminer avec la plus extrême précision à qui on s'adresse; les actions de la pratique révolutionnaire n'ont pas à chercher à être justes en soi selon la morale (fut-elle une morale « révolutionnaire ») ni selon de grandes analyses abstraites, mais doivent être entièrement conditionnées par une rigoureuse dialectique où se trouve déterminée la classe ou couche de classe ou même telle ou telle catégorie socio-professionnelle ou communauté socio-culturelle sur laquelle s'appuie l'action en question et à laquelle cette action s'adresse.

Mais ce qui détermine le choix et le niveau de l'action n'est cependant pas de « faire plaisir aux masses ». Les actions doivent en effet se situer toujours à un niveau au-dessus de ce qui pourrait être entièrement approuvé par la majorité, mais sans aventurisme politique donc juste à la limite exacte au-delà de laquelle l'action entraînerait une réprobation de la part des prolétaires (étant donnée l'actuelle domination idéologique de la bourgeoisie). En frôlant ainsi en permanence ce niveau d'acceptation par la majorité prolétaire, la multiplication des actions verra les plus larges masses s'habituer à considérer l'action armée comme une forme de lutte politique légitime, normale et naturelle. La lutte armée acquièrera ainsi la légitimité et le sérieux qui y favoriseront l'investissement politique, idéologique, militaire d'un nombre croissant de prolétaires. Si dans ces dernières phrases nous précisons « prolétaire » à chaque fois, c'est parce que notre seule préoccupation concerne le prolétariat. Nous n'attachons pas la plus minuscule importance aux criailleries hystériques « anti-terroristes », aux gémissement et piaillement des gauchistes et des démocrates, c'est-à-dire de tous les petits-bourgeois effrayés qui s'opposent au développement de la lutte armée révolutionnaire parce que celle-ci ne les laisse plus jouir paisiblement de leurs angoisses existentielles et de leurs débats oiseux. La lutte armée dérange des pleurnicheurs professionnels se complaisant dans un répugnant sado-masochisme contre la « R »épression et craignent de subir également les effets de la répression contre le combat révolutionnaire, ce qui ne nous fait ni chaud ni froid, au contraire, s'ils subissent les contre-coups des légitimes réactions répressives d'autodéfense de la bourgeoisie contre les attaques prolétariennes et révolutionnaires : bon débarras !

Contre les gardiens, petits et grands, de la morale bourgeoise qui n'a été que justification séculaire de l'esclavage, du meurtre massif, des pires oppressions et aliénations, nous dirons la vérité, parce qu'il faut dire ce qui est pour pouvoir le changer, nous le dirons par notre politique, par nos actions : non, tous les êtres humains ne sont pas frères, un homme ne vaut pas un homme, un mort n'a pas le même poids qu'un autre mort. Il est juste de répondre à la terreur blanche par la terreur rouge. Et si cela déplait aux petits-bourgeois ce sera exactement le même prix, car si cette classe prétend obéir aux valeurs morales d'une conscience humaniste, idéaliste et figée, les prolétaires, eux, ne se battent pas pour être à l'aise avec une conscience qui leur serait immanente mais pour leur vie, autant leur quotidien que leur devenir historique, leur vie qui est confisquée, laminée et aliénée. La nuance philosophique est de taille, du côté de la bourgeoisie il y a une conscience achevée, constituée, et il s'agit alors de maintenir la réalité objective en conformité avec les valeurs morales de cette conscience, tandis que du côté des prolétaires, il n'y a ni morale ni conscience achevées mais cheminement constitutif d'une conscience à travers la transformation de la réalité objective, dynamique qui implique le surgissement de valeurs nouvelles. D'un côté il y a donc prétention à l'immanence des faits et des valeurs, de l'autre côté, du nôtre, il y a soumission consciente à une transcendance, entre autre la transcendance de l'Histoire, celle qui parcourt la marche du monde. Différence radicale.

Aussi, les partisans communistes n'ont à faire aucune démagogie, on a pas à se faire « bien voir » et la question de savoir si les actions révolutionnaires rencontrent accord ou désaprobation ne doit se poser que dans une perspective historique, stratégique, et surtout en termes de classe, c'est-à-dire uniquement en fonction des couches sociales précises auxquelles s'adresse la politique révolutionnaire et non en fonction des « gens » en général (ce terme ne voulant rien dire si ce n'est pour les subjectivistes qui opposent « Société » et « Etat »). La lutte armée combat l'abdication, le découragement et la passivité, en montrant qu'il peut y avoir une véritable politique d'opposition, une pratique de réelle rupture, que la peur peut changer de camp, que l'impunité et la permanence des exploiteurs et oppresseurs n'ont rien de définitif, que pour les opprimés aussi l'attaque est possible. En cela, la lutte armée tend à faire partager ce qui doit vraiment être une nouvelle mentalité : « oser lutter, oser vaincre ! », ce qui correspond à la fonction de conscientisation de la lutte armée en elle-même.

5. La question de l'organisation dans la lutte armée.

Cette fonction de propagande armée, accompagnée des autres multiples formes d'action politique (en particulier de masse), doit, durant cette phase, trouver des modes d'expression organisationnelle. C'est qu'il ne suffit pas de mener des actions, même stratégiquement liées entre elles, il faut absolument qu'elles aient une continuité au sein du prolétariat. Dans cette préoccupation nous rencontrons la question des sympathisants, c'est là une notion très confuse qui permet tous les opportunismes et toutes les irresponsabilités tant politiques que militaires (comme nous le montre la situation lamentable de fragilité et d'isolement, devant la répression, de ceux qui n'hésitent pas à s'appuyer dans leurs pratiques armées sur des individus apolitiques, des délinquants, des petits-bourgeois paumés, des anarchistes alors qu'ils se prétendent « communistes », etc..., cela ferait rire si les conséquences humaines et idéologiques n'en étaient pas si graves).

Nous pensons que le cloisonnement des structures doit être absolu, que les partisans doivent maintenir une totale clandestinité de leur appartenance politique, que l'organisation doit être totalement hermétique. Alors, par rapport à cela, qu'appelle-t-on sympathisants ? Lorsque nous voyons l'exemple de certains groupes nous pourrions penser qu'il y a des « sympathisants de la guérilla », des gens qui ont de la sympathie pour des formes de lutte armée, pour cela n'importe quelle vague idéologie suffit et le rôle des « militants » est alors de fournir aux dits sympathisants la sauce pour enrober le tout, c'est-à-dire une phraséologie rituelle, confuse, mécanique, composée de néologismes imbéciles (en France ce sera tout particulièrement en ayant recours à quelques lieux-communs soixante-huitards reformulés dans une incompréhensible salade d'italianismes et de germanismes donnant une allure « sérieuse » à une pensée d'une désespérante pauvreté). Le résultat c'est que nous voyons dans ces groupes de paumés parfaitement apolitiques, des policiers, des indicateurs, des humanistes en dérive existentielle, participer à des actions armées, faire des hold-ups, s'occuper de la logistique, se voir confier des responsabilités et autres incohérences. Nous disons pour notre part qu'une véritable organisation communiste ne peut pas avoir de sympathisants actifs qui soient des « sympathisants de la lutte armée ». La lutte armée devant correspondre au niveau d'engagement le plus élevé, ce dernier ne peut reposer que sur un haut niveau de conscience politique, de fermeté idéologique, de formation théorique et d'expérience militante. Sans cela le fait de vouloir s'engager comme combattant ou comme sympathisant actif ne peut révéler qu'un individu militariste, aventuriste, manipulable, dans le meilleur des cas. Or, les militaristes et les aventuristes n'ont aucune place à avoir dans une organisation communiste.

La question est totalement différente pour les personnes qui ont une réelle insertion populaire, qui sont combatives, qui sont socialement et psychologiquement claires, qui sont proches des idées communistes combattantes par la totalité de leur conscience politique et non sur des aspects partiels. Il vaut mieux s'appuyer sur des communistes sincères et solides, même n'étant pas encore convaincus de la nécessité de la lutte armée, plutôt que sur des gens approuvant la lutte armée, voulant la soutenir, mais qui ne sont pas des militants communistes. C'est en comprenant cela que l'on peut assurer la nécessaire formation de cadres politiques. Dirigeants et cadres intermédiaires, de la guérilla et du mouvement de masse. L'existence de cadres de masse, ne se confondant pas avec la guérilla, est une absolue nécessité dans n'importe quelle situation historique et partout dans le monde, c'est la condition incontournable non seulement du développement qualitatif et quantitatif des forces révolutionnaires mais aussi de la simple survie de la guérilla face aux contre-attaques ennemies, en permettant la reconstitution permanente des structures lorsque celles-ci subissent des amputations au cours de l'affrontement. La riposte militaire de la bourgeoisie accule les structures initiales à une position défensive totalement improductive et transforme le combat révolutionnaire entre une simple lutte entre un groupe de rebelles armés et l'Etat (situation qui ne peut d'ailleurs guère s'éterniser à l'avantage de la guérilla, étant donné la disproportion des forces en présence), s'il n'existe pas au sein des masses populaires des partisans ayant les capacités politiques de poursuivre dans leur milieu le développement quantitatif, de reconstruire en permanence les unités combattantes détruites, de continuer l'élaboration et le fonctionnement de la ligne politique. Le rôle de ces cadres de masse est d'organiser et de mener une pratique politique de masse dont les choix et orientations s'articulent a la ligne stratégique de l'organisation communiste combattante. Cela à l'intérieur des organisations de masse déjà existantes ou par la création de toutes les multiples formes d'organisation de masse nécessaires à mener les luttes pour les besoins immédiats du prolétariat indépendamment des organisations de collaboration de classe. C'est à travers ce processus que se fait la croissance qualitative et quantitative de la guérilla, puisque cette pratique politique de masse est la seule capable de dégager l'avant-garde prolétaire d'où doivent provenir les combattants communistes organisés. Cela implique que l'organisation ne doit reculer devant aucun effort pour impulser les moyens politiques et structurels nécessaires à renforcer au sein du peuple l'action conscientisante de la lutte armée révolutionnaire, car la conscience de classe se développe au fur et à mesure que le prolétariat s'organise politiquement, or le simple fait que se mènent des actions armées ne suffit évidemment pas à susciter l'organisation. Par conséquent, il faut des instruments d'action politique non-armée, des moyens d'agitation, de propagande, de popularisation de l-action combattante, d'organisation des masses sur des terrains partiels, de formation théorique et politique à la fois des partisans clandestins et des cadres politiques de masse.

6. La construction de l'organisation ne peut se confondre avec une politique de front.

Cette action politique d'organisation et de formation des éléments les plus avancés des masses populaires accompagne un autre objectif stratégique propre à la phase de la propagande armée. L'organisation combattante ne doit pas être une coordination de groupes, ni un front, ni une coordination de fronts, elle doit être homogène, monolithique, précisément structurée et centralisée quant à sa direction. Alors la phase de propagande armée poursuit ce processus de structuration et d'unification/centralisation, mais elle doit également élargir cet objectif. La propagande armée étant la première forme d'apparition concrète de la politique de lutte armée pour la Révolution communiste, elle est l'expression publique de la ligne politique de l'organisation communiste combattante. Cette pratique doit faire apparaître la justesse de la ligne suivie, en remportant des succès politiques et militaires, en se développant visiblement, en n'étant moins affectée que d'autres par les coups de la défense ennemie. Cette phase doit alors comporter une politique anti-sectaire d'ouverture politique, de dialogue, de confrontation politique et théorique qui doit favoriser les processus d'unification entre révolutionnaires. Cependant nous ne partons pas du principe illusoire d'une unité « naturelle », de l'esprit « nous sommes tous frères malgré nos divergences de détail » qui légitimerait des rapprochements spontanés et des élans de convivialité, non, et ce ne sont certainement pas les formes de lutte qui pourraient constituer un critère de proximité politique. Une fois encore, nous sommes contre les politiques de front quand il s'agit de questions stratégiques telles qu'elles sont posées par la lutte armée révolutionnaire, nous sommes contre le fait de se reconnaître dans des mouvances politiques. Les processus d'unification entre organisations, courants, groupes, ne peuvent s'envisager qu'à travers un cheminement très progressif, politiquement très prudent, au cours duquel se transforment objectivement les groupes concernés. Ce qui peut unifier n'est en aucun cas le rassemblement ni les alliances mais la lutte politique, la confrontation, la lutte entre deux lignes, c'est-à-dire le déroulement de la lutte de classe au sein même du mouvement révolutionnaire. Ce qui implique une intense pratique politique et théorique ouverte : que les thèses, analyses, orientations (autres que tactiques, bien sûr) soient largement connues, critiquées et débattues par les révolutionnaires.
Avec l'action politique et idéologique de la lutte armée en soi et l'action politique multiforme de l'organisation communiste au sein des masses prolétariennes, cette pratique de lutte politique ouverte au sein du mouvement révolutionnaire (et sur la scène politique en général) est la troisième fonction politique dont dispose l'organisation communiste pour se développer qualitativement et quantitativement.

VII. VERS LA GUERRE CIVILE REVOLUTIONNAIRE

1. Durant la phase de la propagande armée se constituent les conditions de la guerre civile révolutionnaire.

La phase de propagande armée prépare donc à tous les niveaux la phase qui lui succèdera, mais la fonction anticipatrice la plus apparente est sans doute dûe à l'action objective de la lutte armée (même limitée à son stade propagandiste) sur les conditions du rapport de force. Bien qu'il ne s'agisse pas encore d'une pratique transformant directement le rapport de force, nous parlons des conditions de celui-ci. Cette fonction est évidente, le seul fait que se manifeste une dissidence armée [1] favorise le processus de militarisation du commandement capitaliste, l'exacerbation des contradictions de la démocratie bourgeoise, la militarisation de la politique.
Durant cette phase la guérilla ne cherche évidemment pas à vaincre militairement mais son harcèlement, la multiplication des actions, poussent l'Etat bourgeois à se mettre sur la défensive, c'est cela qu'il faut chercher (il faut en arriver à ce qu'il y ait des sacs de sable devant chaque banque; que chaque terrier du patronat, de la police, de l'armée, de la justice, des politiciens soit obligé de s'entourer de barbelés). La dialectique du processus révolutionnaire passe justement par cette réaction. Car actuellement la dictature bourgeoise s'étend sur l'ensemble du social et jusque dans les têtes, si elle se trouve obligée de se reconcentrer défensivement, en se militarisant encore davantage, alors elle fait apparaître une nouvelle distance subjective entre elle et les masses populaires. Le sentiment de la légitimité de la dictature impérialiste commence à vaciller à partir du moment où les fonctionnements de domination se concentrent et apparaissent en tant que tels au lieu d'être dilués dans le tout social. Ce que disait d'ailleurs Marx :

«Le progrès révolutionnaire se fait par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par la création d'un ennemi qui amènera le parti de l'insurrection à atteindre par la lutte la maturité qui fera de lui le véritable parti révolutionnaire».

La militarisation de la lutte des classes, favorisée par la guérilla, entraîne un rétrécissement de la base d'appui de l'Etat impérialiste, donc une progressive destabilisation institutionnelle jusqu'à ce que le capitalisme n'ait plus que la force armée pour seule garantie. Ce processus se comprend sur le plan idéologique et politique dans la mesure où l'attaque révolutionnaire armée provoque l'exacerbation de certaines contradictions ; là où se situent les rapports entre le pouvoir bourgeois et les prolétaires.
Le consensus social repose sur le fonctionnement démocratique bourgeois, avec ce que cela nécessite comme libertés formelles d'expression, d'association, etc..., libertés que la bourgeoisie doit absolument restreindre ou abolir si se développe une politique armée. Or, si le système bourgeois perd les fondements démocratiques qui lui permettent de fonctionner, on assiste à un rétrécissement, affaiblissement et fragilisation, du pouvoir bourgeois sur les plans politique, idéologique et même psychologique. Ce qui correspond également donc à cette fonction de la lutte armée qui est de creuser une profonde ligne de démarcation entre l'ennemi et nous. Tracer cette ligne de démarcation de façon irréconciliable, c'est tendre à placer chacun devant une alternative unique et incontournable : Révolution ou contre-révolution. Et ce sera un progrès politique et idéologique considérable que de briser la confusion ambiante, subvertir le consensus en forçant chaque force politique à choisir son camp. Certains nous critiqueront (ultra-gauche, gauchistes divers, mouvementistes en tout genre et tous ceux qui par leurs statuts sociaux ont quelque chose à perdre dans le genre de ces fameuses « libertés » dont ils sont seuls à retirer un quelconque intérêt) en disant que cette stratégie resserre les rangs des forces politiques traditionnelles autour de l'Etat, c'est exact et loin d'être négatif, c'est justement ce que nous cherchons. La question est de savoir si nous voulons la Révolution ou si nous souhaitons voir l'Etat bourgeois être géré par des forces plus « à gauche ». Si nous voulons la Révolution alors il faut que les forces révolutionnaires apparaissent comme la seule opposition réelle, la seule alternative véritablement différente. Et pour cela c'est une excellente chose que les forces contre-révolutionnaires de toutes tendances, qui faisaient fonctionner

(1) Ce qui fait que si en France nous critiquons de façon radicale les groupes armés français actuellement publiquement existants, il n'en reste pas moins que nous nous félicitons de toutes manifestation politique armée se voulant révolutionnaire, tout ce qui peut accroître l'insécurité de la démocratie nous est actuellement favorable et les revendications nous y importent peu !

le jeu institutionnel en se posant comme oppositionnelles, montrent leur véritable visage en se regroupant encore plus autour de l'oligarchie impérialiste, laissant ainsi le champ politique ouvert à l'irruption d'une opposition réelle autour de la lutte armée révolutionnaire.

2. La phase terminale de la guerre révolutionnaire pour la prise du pouvoir d'Etat.

Ainsi, par la radicalisation objective qu'elle induit, la phase de propagande armée prépare la phase suivante en commencant à poser les termes politico-militaires d'un affrontement qui s'exprimera alors dans une guerre civile révolutionnaire dont la forme militaire sera la guérilla, étendue à l'ensemble du territoire considéré et du tissu social. Il s'agira d'une guerre de guérilla, sauf, sans doute, dans une phase terminale qui verrait se constituer de vastes territoires sous le pouvoir prolétaire (en premier lieu là où le combat révolutionnaire aura convergé avec une lutte populaire de libération nationale, en « France » : Euskadi, Bretagne, Corse, pour commencer...), cela dans le contexte compliqué d'un processus de longue durée aux multiples implications internationales, militaires et diplomatiques, participant à des rapports de force politico-militaires autorisant alors la viabilité de tels territoires libérés, donc l'ultérieur écrasement des zones de pouvoir blanc par des offensives de guerre conventionnelle (classique et moderne).
La phase de la guérilla étendue, contrairement à celle de la propagande armée, vise à remporter des victoires politico-militaires transformant effectivement le rapport de force. Cela par le harcèlement, la destruction des moyens ennemis, l'obligeant à se fixer, à s'isoler des populations, à se concenter en certains endroits ou à disperser ses forces en se rendant vulnérable. Le but est alors de faire s'embourber l'ennemi dans ce processus de militarisation et d'autodéfense, en le contraignant à consacrer toujours plus d'efforts à une sécurité qui normalement ne doit pas reposer sur ses seules forces mais sur l'ensemble du fonctionnement social et de ses multiples réseaux institutionnels (d'où la « doctrine de la sécurité » reprise en Europe de l'Ouest après l'Amérique Latine, sous l'impulsion nord-américaine, liant sécurité militaire extérieure, sécurité militaire intérieure, sécurité économique, sécurité politique et civile dans la « paix sociale »). L'Etat impérialiste entre alors en désagrégation pour pouvoir préserver son noyau de pouvoir politico-militaire central, ce qui favorise à son tour le mouvement révolutionnaire puisque le processus de dissolution institutionelle et d'incapacitation des mécanismes de pouvoir politique démocratique bourgeois contribue au développement des situations de pouvoir direct du prolétariat, à travers les organisations de masse, ponctuelles ou permanentes, comités révolutionnaires d'entreprises, de quartiers, etc..., structures de lutte de masse qui doivent émerger sous des formes diverses dès la phase de la propagande armée et se consolider avec pour orientation directrice d'être les organes du pouvoir direct des masses populaires.
Sur le plan politico-militaire, la phase d'extension de la guérilla a pour objectif d'atteindre progressivement l'équilibre du rapport de force. Le développement des capacités offensives des forces communistes ainsi que son accompagnement dialectique par la désagrégation des fonctions institutionnelles du pouvoir bourgeois parviendront progressivement à ce niveau d'équilibre des forces, puis à son basculement au cours d'une phase finale qui verra le prolétariat s'acheminer vers la totale destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, la généralisation et la stabilisation du pouvoir prolétaire qui aura commencé son émergence à travers la guerre révolutionnaire de classe. Phase ultime de renversement en notre faveur du rapport de force et qui comportera sans doute une plus grande diversité des offensives d'ordre stratégique, de la poursuite/développement de la guérilla à des formes de guerre conventionnelle entre zones à pouvoirs différents, en passant par des prises du pouvoir insurrectionnelles locales ou régionales.

3. En conclusion, la stratégie révolutionnaire armée est la méthode moderne nécessaire à la révolution communiste dans l'Occident impérialiste d'aujourd'hui.

Ce que nous voulons signifier avant tout dans ces lignes c'est qu'il est temps que la lutte armée n'apparaisse plus comme une sorte de gadget, d'invention tombée du ciel, d'une nouvelle forme de lutte un peu désespérée et qui nous semblerait davantage correspondre à on ne sait quel purisme romantique. Ce n'est ni une nouveauté qui surgirait coupée de l'Histoire, ni la répétition de formes historiques passées donc dépassées, mais il s'agit de la forme moderne d'un combat solidement ancré dans la continuité du mouvement de l'Histoire. C'est uniquement dans ce cadre qu'il faut non seulement comprendre la nécessité de la lutte armée mais aussi l'organiser et la maîtriser stratégiquement comme étant ce qui exprime ici, à la fin du XXe siècle, au cœur des métropoles dominantes d'un système impérialiste voyant parvenir à son achèvement le mode de production capitaliste, cette continuité historique qui passe par la Commune de 1871 et la Révolution d'Octobre.
Bien entendu, ces lignes ne prétendent à aucune exhaustivité, il ne s'agit que d'un schéma très général, d'orientations stratégiques. Chaque point doit en être approfondi, détaillé, complété et en revenir à chaque fois à la stratégie générale. C'est là la tâche fixée par une nécessité, celle de la théorie révolutionnaire. Il ne s'agit d'ailleurs pas de discuter publiquement les questions purement tactiques, cela ne servirait qu'à l'information de l'ennemi et non pas aux révolutionnaires qui doivent obéir au double principe de la plus grande rigueur stratégique et de la plus grande souplesse tactique (où l'imagination de chacun doit se donner le plus libre cours !). Théorie révolutionnaire où nous devons avancer à grands pas et dans tous les domaines (politiques et militaires mais aussi sociaux, économiques, philosophiques, culturels, etc...) parce qu'il faut se rentrer dans la tête, de façon absolue, intransigeante, répétitive, qu'aujourd'hui comme il y a soixante ans et comme ce sera toujours le cas : « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». Ne pas se fixer pour tâche impérative l'élaboration dynamique et permanente de la stratégie révolutionnaire communiste, serait accepter de tourner en rond, accepter le désespoir, accepter la médiocrité des faciles ersatz de bonne conscience dans les petites résistances qui ne mènent à rien. « Combattre » l'Etat, le fascisme, le racisme, les divers symptômes de l'impérialisme, contre la répression, contre tout un tas de choses, toujours « contre », peut être ponctuellement utile mais ne relève que d'un militantisme existentiel, il nous faut avoir le courage de reconnaître que ce n'est que du vent, pisser dans un violon. Que ce soit clair, brutal, si nous abdiquons dans l'impuissance des petits aménagements de bonne conscience (même armée !), mieux vaut alors que chacun choisisse son île, les plages du Pacifique ou planter des carottes en Lozère. Ou alors oser, oser triompher, oser prendre l'Histoire à bras le corps, la faire nôtre en la forgeant de nos volontés libératrices. Etre des bâtisseurs et des conquérants, conscients qu'un autre monde est à portée de main pour peu qu'on veuille étendre cette main.
Le développement de la civilisation a atteint le point crucial d'où elle peut s'élancer hors de la préhistoire et le possible est aujourd'hui à la mesure de l'aliénation, de l'oppression, de ce trop-plein de déshumanisation d'une société en pleine putréfaction. Aussi il est de la capacité de notre génération, pour la première fois depuis des millénaires, d'accéder au communisme, d'ouvrir en grand les portes de la libération de l'individu et de la satisfaction de tous les besoins humains, celui de notre vivant. Notre génération sera celle qui fera les premiers pas de l'humanité dans l'ère du communisme.

Frédéric Oriach
Premier mai 1985.